

BOLKESTEIN : LES PREUVES

Suite à ma note intitulée « Quelques vérités sur Bolkestein », certains hommes politiques, en particulier ceux qui promettaient de « faire de la politique autrement, » ne supportent pas que j'aie rendu compte des documents officiels et publics du Parlement européen qui fournissent les textes adoptés et le détail des votes.

Signe navrant du déclin de nos pratiques démocratiques, les élus, comptables de leurs propos et de leurs actes devant les citoyennes et les citoyens, ne supportent pas qu'on rappelle les positions qu'ils ont adoptées. Si cette résolution n'a que la force d'un vœu, pourquoi prendre le risque qu'elle puisse ensuite être invoquée dans l'exposé des motifs d'une proposition de directive que l'on réclame ? Si, par hasard, ils ignorent le contenu de ce qu'ils votent, on peut s'interroger sur la manière dont ils exercent leur mandat. S'ils invoquent les multiples sollicitations dont ils sont l'objet, il convient de leur rappeler un principe de droit : « nul ne peut invoquer ses propres turpitudes ».

Afin de lever les ambiguïtés qu'ils s'emploient à créer pour dissimuler leurs responsabilités, voici le texte de la résolution ainsi que le détail des votes tels qu'on peut les consulter sur le site Internet du Parlement européen. Les paragraphes en cause portent les numéros 35 et 39. C'est en page 7 de l'exposé des motifs que la proposition Bolkestein y fait explicitement allusion :

« En février 2003, le Parlement européen s'est aussi félicité du rapport de la Commission et a souligné qu'il "insiste pour que le Conseil 'Compétitivité' réaffirme le respect des États membres des principes du pays d'origine et de la reconnaissance mutuelle, en tant que base essentielle pour l'achèvement du Marché intérieur des biens et des services". Enfin, le Parlement "se félicite des propositions visant à créer un instrument horizontal pour garantir la libre circulation des services sous forme de reconnaissance mutuelle (reconnaissance dont le caractère automatique doit être promu dans toute la mesure du possible), de coopération administrative et, lorsque cela est strictement nécessaire, en recourant à l'harmonisation".

Ceci suffit pour répondre à des commentaires embarrassés et embrouillés.

Et je ne suis en rien solidaire de ceux qui appellent à la solidarité entre les adversaires du néolibéralisme, mais commencent par vouloir imposer à notre génération, à celles de nos enfants et petits enfants une Constitution néolibérale.

Raoul Marc JENNAR
Chercheur
Animateur de l'URFIG
01.03.2005

LA RESOLUTION

**Résolution du Parlement européen sur la communication de la Commission au Conseil, au Parlement européen, au Comité économique et social et au Comité des régions:
Réactualisation 2002 sur la stratégie pour le marché intérieur – Tenir les engagements
(COM(2002) 171 – C5-0283/2002 – 2002/2143(COS))**

Le Parlement européen,

- vu la communication de la Commission (COM(2002) 171 – C5-0283/2002¹),
 - vu le rapport de la Commission sur le document de travail des services de la Commission – tableau d'affichage du marché intérieur (mai 2002) (SEC(2002) 569)²,
 - vu le rapport de la Commission au Conseil, au Parlement européen et au Comité économique et social sur le deuxième rapport biennal sur l'application du principe de reconnaissance mutuelle au sein du marché intérieur (COM(2002) 419)³,
 - vu le rapport de la Commission au Conseil et au Parlement européen sur l'état du marché intérieur des services, présenté dans le cadre de la première phase de la stratégie pour le marché intérieur des services (COM(2002) 441)⁴,
 - vu le document de travail des services de la Commission - Tableau d'affichage du marché intérieur n° 11 (SEC(2002) 1243),
 - vu les propositions de résolution déposées par:
 - a) José Manuel García-Margallo y Marfil, sur l'amélioration de l'environnement des micro-entreprises (B5–0683/2001),
 - b) Cristiana Muscardini, sur la nécessité d'harmoniser les diverses réglementations nationales en matière de sécurité privée (B5–0313/2001),
 - vu les préoccupations exprimées dans ses résolutions du 4 octobre 2001 sur la communication de la Commission: Stratégie pour le marché intérieur des services⁵ et du 13 avril 2000 sur la communication sur la stratégie pour le marché intérieur européen⁶,
 - vu l'avis du Comité économique et social (CES 871/2002)⁷,
 - vu l'article 14 du traité,
 - vu l'article 47, paragraphe 1, de son règlement,
 - vu le rapport de la commission juridique et du marché intérieur et l'avis de la commission économique et monétaire (A5-0026/2003),
- A. considérant que le marché intérieur constitue la pierre angulaire de l'Union et représente une réalisation politique et économique majeure; le dernier tableau d'affichage confirme en effet les bénéfices substantiels du marché intérieur pour les consommateurs et les entreprises dans le domaine de la qualité, du choix et des niveaux de prix,

¹ JO C non encore publié au JO.

² JO non encore publié au JO.

³ JO non encore publié au JO.

⁴ JO non encore publié au JO.

⁵ JO C 87 E du 11.4.2002, p. 159.

⁶ JO C 40 du 7.2.2001 p. 164.

⁷ JO C 241 du 7.10.2002, p. 180.

- B. considérant qu'un marché intérieur des biens et des services pleinement opérationnel fait partie intégrante des objectifs de réforme économique de Lisbonne et que la mise en place d'un marché intérieur des services a été définie comme le prochain objectif majeur,
- C. considérant que, selon une récente étude de la Commission, la création du marché intérieur dans les services financiers apporterait un surcroît de croissance de 1,1 % dans l'Union européenne, tandis que l'économie de l'UE connaîtrait un volume d'affaires supplémentaire de l'ordre de €130 milliards,
- D. considérant que l'achèvement du marché intérieur doit s'accompagner de la prise en compte des obligations énoncées dans le traité, notamment à l'article 158, en vue de l'instauration de la cohésion économique et sociale dans toute l'Europe,
- E. considérant que l'article 153 garantit un niveau élevé de protection des consommateurs dans le marché intérieur,
- F. considérant que la Charte européenne des petites entreprises, adoptée lors du sommet de Lisbonne, souligne la nécessité de réformes visant à la réalisation d'un véritable marché intérieur qui soit favorable aux petites entreprises;
- G. considérant que, parmi les principaux obstacles, dont certaines restrictions à la liberté de circulation et d'installation, identifiés dans le marché des services, beaucoup découlent de la réglementation nationale, régionale ou locale,
- H. considérant que la transposition et l'application de la législation relative au marché intérieur mettent en lumière de profondes divergences, certains États membres faisant piètre figure et marquant le pas,
- I. considérant que l'invocation de clauses de sauvegarde par des États membres peut porter préjudice à l'uniformité de la législation communautaire; que, de surcroît, les garanties de procédure applicables à l'invocation de clauses de sauvegarde et leur contrôle sont insuffisants, de sorte que le risque existe que toutes les parties concernées ne soient pas associées à l'établissement de la clause de sauvegarde par les États membres;
- J. considérant qu'en l'absence de normes uniques européennes ou d'application de la reconnaissance mutuelle, la nécessité de procéder localement à des tests et certifications constitue un surcoût important pour les entreprises et entrave l'achèvement du marché intérieur,
- K. considérant que les États membres ont décidé au Sommet de Feira d'accélérer les programmes concernant la création d'entreprises à moindre coût et dans des délais plus brefs;
- L. considérant que depuis 1999, la Commission a élaboré une feuille de route concernant l'action à entreprendre pour développer la politique du marché intérieur, mais que les progrès demeurent insuffisants,
- M. considérant que les États membres sont généralement réticents à poursuivre l'achèvement du marché intérieur en dehors de l'initiative de la Commission et du Parlement,

Soutien de la stratégie du marché intérieur

1. réaffirme soutenir résolument la stratégie du marché intérieur et demande au Conseil et à la Commission d'inscrire l'achèvement du marché intérieur et le lancement de l'initiative du marché intérieur des services en tant que priorités absolues du Sommet économique de 2003;
2. exprime ses vives préoccupations quant à l'écart existant entre l'adhésion du Conseil aux objectifs de Lisbonne et la réticence des États membres à mettre en œuvre les réformes; considère que la priorité absolue doit être accordée à une initiative majeure pour pallier ce déficit, engageant toutes les institutions européennes, les organisations de consommateurs et les organisations professionnelles dans un véritable partenariat;
3. se félicite de la création du Conseil "Concurrence", est persuadé que cela représente un changement de priorité politique et ne traduit pas seulement une opportunité administrative, et insiste pour que les États membres inscrivent résolument les questions relevant du marché intérieur dans le cadre global des réformes économiques;
4. demande à tous les États membres d'accélérer la transposition des directives relatives au marché intérieur, tout en déplorant que, selon le tableau d'affichage du marché intérieur le plus récent, publié en novembre 2002, les États accusent un retard sur les calendriers de mise en œuvre, les textes en attente de transposition représentant 2,1 % de la législation; fait en outre observer que deux des économies les plus importantes, à savoir les économies française et allemande, figurent parmi celles qui sont le plus loin du compte;
5. invite la Commission à entreprendre une évaluation stricte des causes de l'incapacité des États membres à mettre en œuvre la législation communautaire et des obstacles qui s'opposent à la mise en œuvre de cette législation, et estime que les États membres devraient rendre compte de cette incapacité de mettre en œuvre la législation dans un rapport à la Commission, qui serait présenté et examiné lors de chaque sommet économique;
6. appelle les États membres, lorsqu'ils invoquent des clauses de sauvegarde, à se limiter au minimum, et invite la Commission à veiller à ce que suffisamment de garanties soient instaurées pour l'établissement des clauses de sauvegarde et leur contrôle par les États membres;
7. prie instamment la Commission de rechercher en premier lieu des solutions pratiques au problème du déficit de mise en œuvre et, en même temps, d'améliorer le rythme et l'efficacité du traitement des cas d'infraction et de collaborer avec le tribunal de première instance pour mettre au point des procédures rapides, étayées le cas échéant par des sanctions, et pour concrétiser les propositions adoptées par lui-même à ce sujet;
8. juge nécessaire de s'interroger sur l'efficacité du système de sanctions et d'amendes appliqué par la Cour, afin de renforcer ce système, d'assurer l'instruction rapide des cas prioritaires et de fixer des délais de mise en œuvre assortis de procédures permettant d'imposer des amendes à brève échéance;
9. considère qu'il convient d'incorporer un test de compatibilité du marché intérieur dans les tests auxquels doit être soumise l'ensemble de la législation de l'UE et dans les plans d'action visant à simplifier et à améliorer la législation communautaire (meilleure réglementation); soutient les initiatives visant à améliorer la transposition des mesures relatives au marché intérieur et à éliminer les transpositions trop complexes

(surréglementation); invite les parlements nationaux à s'employer davantage à garantir la mise en œuvre opportune et fidèle des directives relatives au marché intérieur;

10. estime que l'application déterminée, sur les plans européen et national, des règles de la concurrence est indispensable pour permettre aux entreprises, et particulièrement aux petites entreprises, de disposer des plus larges possibilités de développement de leurs activités et de se livrer une concurrence loyale en tous points du marché intérieur;
11. est d'avis que les citoyens et les consommateurs doivent bénéficier d'informations plus précises au sujet du défaut de mise en œuvre par les États membres de la législation relative au marché intérieur;
12. estime que le Parlement, la Commission et les États membres, en partenariat avec les organisations de consommateurs, les travailleurs et les organisations professionnelles, devraient coopérer pour promouvoir les bénéfices du marché intérieur et encourager les entreprises à tirer parti des possibilités qu'offre ce dernier;
13. rejette l'affirmation de la Commission selon laquelle le Parlement et le Conseil ont une responsabilité partagée pour un certain nombre d'objectifs non atteints; souligne dans ce contexte que les objectifs indiqués par la Commission comme n'ayant pas été atteints ne l'ont pas été presque exclusivement en raison de la lenteur de la procédure au sein du Conseil;
14. invite la Commission à s'accorder avec les États membres pour la définition de stratégies cohérentes de mise en œuvre de la législation relative au marché intérieur; souligne, en particulier, la nécessité d'appliquer d'une manière cohérente les nouveaux cadres juridiques régissant le commerce électronique, les communications électroniques, le droit d'auteur et la protection des données;
15. soutient la stratégie de la Commission visant à aider les pays candidats dans leur préparation en vue du marché intérieur; souligne notamment l'importance des programmes de formation pour les fonctionnaires des pays candidats et rappelle que la participation active des pays candidats en ce qui concerne les questions relatives au marché intérieur revêt une importance primordiale;

Actions spécifiques visant à soutenir la stratégie du marché intérieur

16. invite les États membres à accorder la priorité absolue à la mise en œuvre correcte et non discriminatoire des règles du marché intérieur et à mettre en place une logistique en vue d'aider les citoyens et les entreprises à exercer leurs droits dans le cadre du marché intérieur;
17. invite la Commission à être particulièrement attentive pour veiller à ce que la législation adoptée dans le cadre du plan d'action pour les services financiers (PASF) soit transposée dans les délais prévus, dans la mesure où, dans le cas contraire, il ne serait pas possible de réaliser le plein potentiel d'un marché financier intégré;
18. souligne l'importance, pour le bon fonctionnement du marché intérieur, de règles et de procédures cohérentes en matière de protection des données; prie instamment la Commission de se prononcer, lors de la prochaine révision de la directive générale concernant la protection des données, en faveur du marché intérieur de la circulation et de la transmission de données; demande, en particulier, la mise au point de stratégies

cohérentes à l'égard des notices destinées aux consommateurs et de procédures communes simples pour ce qui est de la notification aux autorités chargées de la protection des données;

19. confirme son soutien sans réserve à SOLVIT et à la relance du service de signalisation du citoyen; suggère que le Conseil "Concurrence" reçoive sur une base régulière les rapports de ces réseaux et s'emploie rapidement à résoudre les problèmes ainsi détectés;
20. prend acte des mesures spécifiques énoncées dans la stratégie de la Commission pour la réalisation de ces objectifs, début 2004 et confirme qu'il est disposé à coopérer avec la Commission et le Conseil pour atteindre ces objectifs;
21. affirme toutefois qu'il ne suffit pas de demander aux États membres d'adopter, avant juin 2003, des mesures visant à garantir la création de sociétés à responsabilité limitée plus rapidement et moyennant des frais et des capitaux réduits et qu'il faut aussi se pencher sur les obstacles qui entravent actuellement la création de toutes les petites entreprises, dont les entreprises individuelles, et lancer des initiatives pour surmonter lesdits obstacles, grâce notamment à la télématique et à l'Internet;
22. se félicite des progrès récemment accomplis quant à la libéralisation des marchés du gaz et de l'électricité et à la réglementation du transport aérien, progrès qui permettront d'atteindre quelques-uns des objectifs les plus importants définis par le Conseil européen à Barcelone;
23. demande au Conseil de conclure sans délai l'examen du brevet communautaire;
24. invite la Commission à accélérer ses travaux pour simplifier le système particulièrement lourd de la TVA et faire en sorte que l'impact réel sur les entreprises, en particulier sur les PME, fasse l'objet d'une évaluation plus approfondie lors de la proposition d'une nouvelle législation;
25. prie la Commission de présenter dans les futurs rapports contenant les tableaux d'affichage une analyse coût-avantages de la mise en œuvre de la législation relative au marché intérieur en termes d'emploi, de croissance, de PIB et de compétitivité de l'économie de l'UE, en chiffrant les coûts du déficit de mise en œuvre de cette législation;
26. invite la Commission à coopérer avec le Parlement pour organiser un deuxième forum du marché intérieur de façon à permettre aux citoyens et à l'industrie, notamment aux PME, d'exprimer leurs préoccupations et d'examiner des solutions;
27. invite les États membres à réaffirmer, lors du sommet économique de 2003, leur volonté d'achever le marché intérieur pour le dixième anniversaire de celui-ci, en souscrivant à une déclaration solennelle visant à améliorer et accélérer la réalisation du marché intérieur des marchandises et des services, et ce pour le bénéfice des citoyens;
28. invite la Convention sur l'avenir de l'Europe à traiter du problème que pose le défaut de mise en œuvre de la législation communautaire et à proposer des solutions à cet égard;

Marché intérieur des services

29. soutient vigoureusement les initiatives destinées à créer un marché intérieur des services, conformément à la résolution du Parlement sur la communication de la Commission

(COM(2000) 888);

30. se félicite de l'analyse exhaustive de la Commission sur l'état du marché intérieur des services (COM(2002) 441), tout en exprimant sa préoccupation quant à l'étendue et à la complexité des obstacles identifiés, qui affectent l'ensemble de l'économie européenne;
31. note qu'un marché intérieur des services pleinement opérationnel élargira le choix des consommateurs et leur permettra de bénéficier des services d'autres États membres, notamment des services de santé; concernant l'éventuelle évolution d'un marché intérieur des services de santé, attend les résultats du processus de réflexion entrepris à haut niveau sur la mobilité des patients et l'évolution des soins de santé publique, qui devrait s'achever en 2003;
32. relève que, des quatre libertés instaurées par le marché intérieur, la libre circulation des personnes a rencontré le moins de succès; engage, par conséquent, les États membres, le Parlement et la Commission à agir avec hardiesse en vue de faciliter la reconnaissance des diplômes acquis dans d'autres États membres; estime qu'il importe de clarifier les directives énonçant les règles à appliquer aux travailleurs détachés dans d'autres États membres;
33. se félicite de la position nouvellement exprimée par la Commission au sujet des obstacles de fait à la libre circulation des personnes que constituent les différences entre les régimes fiscaux applicables aux pensions et aux automobiles; prie instamment la Commission de mettre en œuvre les mesures prévues dans les communications publiées sur ces questions;
34. invite le Conseil à présenter sans délai au Parlement une position commune sur le règlement relatif à la promotion des ventes; demande à la Commission d'étayer le travail du Conseil par des études permanentes portant sur les avantages que procure le marché intérieur en matière de promotion des ventes, et mettant plus particulièrement l'accent sur les PME et les consommateurs;
35. se félicite des propositions visant à créer un instrument horizontal pour garantir la libre circulation des services sous forme de reconnaissance mutuelle (reconnaissance dont le caractère automatique doit être promu dans toute la mesure du possible), de coopération administrative et, lorsque cela est strictement nécessaire, en recourant à l'harmonisation;
36. considère que les États membres devraient engager sans délai la révision de leur législation concernant les fournisseurs de services en vue d'éliminer les pratiques protectionnistes discriminatoires et discrétionnaires ainsi que les procédures complexes ou non transparentes; invite le Conseil "Concurrence" à s'engager en ce sens et souligne que les pays candidats doivent faire de même;
37. considère que les États membres devraient encourager la liberté d'établissement et faciliter la création d'entreprises, y compris des filiales, en modernisant et en simplifiant leur législation et en encourageant l'esprit d'entreprise, de façon à stimuler notablement le marché intérieur des services;
38. invite la Commission à proposer, dans son futur Livre vert, des mesures concernant l'esprit d'entreprise, de façon à encourager les PME à tirer profit du marché intérieur des services;

Reconnaissance mutuelle

39. estime que, si les principes du pays d'origine et de la reconnaissance mutuelle sont essentiels à l'achèvement du marché intérieur des biens et des services, les objectifs d'intérêt public, et en particulier la protection du consommateur, doivent être sauvegardés, lorsque la chose est nécessaire, grâce à une harmonisation des règles nationales;
40. convient que la reconnaissance mutuelle pourrait être un instrument encore plus efficace du marché intérieur si les États membres appliquaient dûment ce principe et éliminaient les dispositions faisant double emploi dans la législation nationale;
41. se déclare favorable à la reconnaissance mutuelle des codes de conduite d'entreprise ou de branche définis afin de compléter ou de mettre en œuvre la législation de l'UE;
42. affirme le rôle essentiel que joue la reconnaissance mutuelle pour la création d'un marché intérieur des services; réaffirme son soutien en faveur de la reconnaissance mutuelle des services financiers, comme le montre l'adhésion qu'il a accordée au plan d'action des services financiers et à la communication de la Commission sur le commerce en ligne et les services financiers;
43. charge son Président de transmettre la présente résolution au Conseil, à la Commission et aux gouvernements des États membres.

LES VOTES

La résolution a été approuvée par 304 pour, 17 contre et 24 abstentions.

1. Harbour report A5-0026/2003 - resolution

13/02/2003 12:06:36

304	POUR
-----	-------------

EDD: Belder, Blokland, van Dam

ELDR: Andreassen, Attwooll, Beysen, Boogerd-Quaak, van den Bos, Busk, Caveri, Clegg, Costa Paolo, Davies, De Clercq, Ducarme, Dybkjær, Flesch, Formentini, Gasòliba i Böhm, Jensen, Lynne, Maaten, Manders, Mulder, Nordmann, Olsson, Paulsen, Pesälä, Pohjamo, Ries, Riis-Jørgensen, Sánchez García, Sanders-ten Holte, Schmidt, Sterckx, Sørensen, Väyrynen, Vallvé, Van Hecke, Vermeer

NI: Hager, Raschhofer, Sichrovsky

PPE-DE: Almeida Garrett, Arvidsson, Averoff, Balfe, Banotti, Bastos, Bayona de Perogordo, Beazley, von Boetticher, Bowis, Bradbourn, Brienza, Bushill-Matthews, Callanan, Camisón Asensio, Chichester, Coelho, Cornillet, Corrie, Cushnahan, Daul, Deprez, **Descamps**, Deva, De Veyrac, Doorn, Dover, Ebner, Fernández Martín, Fiori, Flemming, Foster, Fourtou, Gahler, Garriga Polledo, Gemelli, Gil-Robles Gil-Delgado, Glase, Goepel, Gomolka, Goodwill, Graça Moura, Grosch, Grossetête, Hannan, Harbour, Heaton-Harris, Helmer, Hermange, Hernández Mollar, Herranz García, Hieronymi, Inglewood, Jarzembowski, Keppelhoff-Wiechert, Khanbhai, Kirkhope, Klamt, Klab, Korhola, **Lamassoure**, Liese, Lisi, Maat, McCartin, Marinos, Marques, Martens, Martin Hugues, Matikainen-Kallström, Mauro, Mayer Hans-Peter, Mayer Xaver, Mennitti, Menrad, Mombaur, Moreira Da Silva, Morillon, Müller Emilia Franziska, Musotto, Naranjo Escobar, Nicholson, Niebler, Ojeda Sanz, Pacheco Pereira, Parish, Pastorelli, Peijs, Pérez Álvarez, Pirker, Piscarreta, Podestà, Posselt, Pronk, Rack, Redondo Jiménez, Ripoll y Martínez de Bedoya, Rübig, Sacrédeus, Santer, Sartori, Schaffner, Schleicher, Schmitt, Schröder Jürgen, Smet, Sommer, Stauner, Stenmarck, Stenzel, Stevenson, **Sudre**, Suominen, Tajani, Tannock, Theato, Trakatellis, Valdivielso de Cué, Van Orden, Vidal-Quadras Roca, Wachtmeister, Wenzel-Perillo, Xarchakos, Zabell, Zacharakis, Zappalà, Zissener

PSE: Adam, Andersson, Aparicio Sánchez, Baltas, Berenguer Fuster, Bösch, Bullmann, Campos, Carlotti, Carnero González, Carrilho, Casaca, Cashman, Cercas, Colom i Naval, Corbett, Corbey, **Darras**, Dehousse, De Rossa, Dührkop Dührkop, **Duhamel**, Ettl, Evans Robert J.E., Färm, Ford, Garot,

Gebhardt, Ghilardotti, Gill, Gillig, Goebbels, Guy-Quint, Haug, Hoff, Honeyball, Howitt, van Hulten, Iivari, Karamanou, Katiforis, Kindermann, Krehl, Kreissl-Dörfler, Kuckelkorn, Kuhne, Lage, **Lalumière**, Lange, Linkohr, Lund, McNally, Malliori, Martin David W., Martínez Martínez, Mastorakis, Medina Ortega, Menéndez del Valle, Miguélez Ramos, Miller, Moraes, Müller Rosemarie, Murphy, Myller, Napoletano, Obiols i Germà, O'Toole, Paasilinna, Paciotti, Pérez Royo, Pittella, Poos, Prets, Read, **Rocard**, Rodríguez Ramos, Roth-Behrendt, Rothe, Rothley, **Roure**, Sacconi, Sakellariou, Sandberg-Fries, dos Santos, Sauquillo Pérez del Arco, Sornosa Martínez, Souladakis, Sousa Pinto, Stihler, Stockmann, Swiebel, Swoboda, Terrón i Cusí, Theorin, Thorning-Schmidt, Titley, Tsatsos, Vairinhos, Van Brempt, Van Lancker, Volcic, Weiler, Westendorp y Cabeza, Wiersma, Wynn, Zorba, Zrihen

UEN: Camre, Collins, Hyland, Mussa, Nobilia, Ó Neachtain

Verts/ALE: Auroi, Bouwman, Buitenweg, Celli, Dhaene, Echerer, Evans Jillian, Flautre, Hudghton, Lagendijk, Lannoye, Maes, **Onesta**, **Piétrasanta**, de Roo, Rühle, Schroedter, Sørensen, Staes, Wuori, Wyn

17	CONTRE
----	---------------

EDD: Abitbol, Bernié, Butel, Esclopé, Farage, Raymond, Saint-Josse, Titford

GUE/NGL: Bordes, Cauquil, Figueiredo, Laguiller

NI: Berthu, de Gaulle, Lang, de La Perriere, Souchet

24	ABSTENTION
----	-------------------

EDD: Sandbæk

GUE/NGL: Ainardi, Bakopoulos, Boudjenah, Caudron, Di Lello Finuoli, Jové Peres, Kaufmann, Koulourianos, Krarup, Manisco, Meijer, Miranda, Modrow, Naïr, Papayannakis, Puerta, Seppänen

NI: Della Vedova, Vanhecke

UEN: Ribeiro e Castro

Verts/ALE: Gahrton, McKenna, Schörling

Quelques réactions non polémiques à l'indignation d'Alain Lipietz

Jean Gadrey

Mes remarques sont insérées dans le texte d'AL, dont j'ai juste supprimé la partie 1 (rappel de l'accusation de Jennar), qui ne me pose aucun problème

Stupéfiante accusation de Marc-Raoul Jennar contre les eurodéputés Verts

28 février 2005 par [Alain Lipietz](#)

Depuis quelques jours court sur le web une grave accusation de Marc-Raoul Jennar (militant antimondialiste, très influent dans le milieu d'ATTAC, qui se présente comme un expert en droit européen) contre les eurodéputés Verts.

Selon ce texte intitulé « [Quelques vérités sur Bolkestein](#) », ils auraient, dès février 2003, appelé une législation européenne sur les services fondée sur le redoutable « principe du pays d'origine ». Ils seraient ainsi, comme d'autres députés de la gauche française, les précurseurs de ce qui est désormais unanimement combattu en France (et depuis un an par les Verts) comme « la directive Bolkestein »

Cette accusation repose sur un grossier montage.

Que MR Jennar, avec qui j'ai mené de nombreux combats et débats, notamment contre l'AMI et l'OMC, et que nos députés ont fait auditionner comme expert dans les débats sur la globalisation ou la directive Bolkestein, se livre ainsi à une attaque totalement mensongère, me laisse pantois. Son retournement inattendu contre de proches alliés en dit long sur l'absence d'écoute auquel il en est arrivé au nom de son hostilité à la Constitution européenne, et plus généralement à tout pas en avant vers des institutions supranationales démocratiques, capables de contrer la globalisation du capital voir mon texte « [Quelle réforme globale du commerce international ?](#) ». Incapable de comprendre qu'une analyse lucide des enjeux conduise des altermondialistes conséquents à préférer le TCE à l'actuel traité de Maastricht-Nice, il en vient à les accuser de duplicité, et pour cela doit construire des "preuves" dignes d'un procès en sorcellerie.

Je donnerai ici :

l'accusation de Jennar un résumé du fond de la question (la directive Bolkestein et le principe du pays d'origine) la vérité sur le vote des eurodéputés verts, et le démenti de la calomnie de Jennar.

.....

2. Le fond de la question : marché unique et harmonisation des lois.

Depuis 1957 l'Europe s'est créée et a progressé comme un « marché commun », au nom de l'idée « fordiste » que plus le marché est grand, plus se développe la production de masse et moins chaque marchandise coûte cher. Le post-fordisme (depuis 1980) a légèrement modifié l'argument : les consommateurs exigeant aujourd'hui une gamme de produits différenciés, plus le marché est grand, plus de « petites niches de produits » peuvent coexister.

Avec l'Acte Unique de 1988, le Marché Commun est devenu le « grand marché intérieur » où devaient tomber les dernières barrières non-tarifaires entre pays européens : celles reposant sur les normes, autorisations, enregistrements et autres procédures administratives qui permettaient jusque-là d'entretenir un « petty protectionism », comme disent les Anglais (« protectionnisme mesquin »).

Comment s'y est-on pris ? De trois façons possibles :

reconnaître qu'une norme d'un pays est valable pour tous les pays ("reconnaissance mutuelle"), discuter entre administrations des différents pays le rapprochement des normes (« coopération administrative »), pondre (en codécision) une norme européenne ("harmoniser")

L'harmonisation des normes est la procédure la plus « supranationale » et la plus démocratique (elle se fait en codécision avec le Parlement). Mais c'est la plus lourde. Elle est la cible des libéraux, des souverainistes et des humoristes : les Guignols montraient Delors en train de normaliser la courbure des bananes (ils ne croyaient pas si bien dire : c'est bien la courbure qui distingue au premier coup d'œil la banane-euro et la banane-dollar !). Et je me souviens avoir voté en Parlement la position du réservoir d'essence dans les automobiles !

Mais pour les services, le problème est beaucoup plus compliqué, car le consommateur n'achète pas un objet, mais directement l'activité d'une personne. Or la réglementation nationale porte tout autant sur la qualité de ce que cette personne fait que sur la façon dont elle le fait (combien elle est payée, combien de temps libre, etc.). En outre, certains services sont des services publics, or les traités (oui, même les traités actuels !) stipulent que les règles de la concurrence s'arrêtent là où commencent les exigences du service public (**voir sur ce point le débat sur mon blog à propos de l'arrêt Altmark et du rapport in't Veld**). Et surtout de très nombreuses professions libérales et services financiers se barricadent contre la concurrence par une épaisse réglementation nationale. Ces barrières non-tarifaires ne gênent pas les multinationales des services (Cap-Gemini, Manpower, ou Arthur Andersen), qui ont des succursales partout, mais plutôt les PME, qui pourraient fournir un service dans le pays voisin mais se heurtent à des obstacles administratifs.

Première divergence d'appréciation de ma part. Il se trouve que les services font partie de mes domaines de recherche, ce qui ne me donne aucune autorité particulière, juste quelques connaissances utiles.

Les services, ici comme dans bien d'autres domaines de l'analyse économique, posent des problèmes souvent spécifiques, notamment parce qu'ils sont, plus souvent que les biens, insérés dans rapports sociaux et humains, dans des relations de proximité, et cela au moment même où ils sont produits et là où ils sont produits, ce qui rend délicate l'évaluation de leur « produit ». Leur « normalisation », la définition de standards de qualité, etc, est souvent très problématique à cause de ces propriétés, et pas seulement parce que certains d'entre eux sont des services publics liés à des droits universels. Ce n'est pas un hasard si nombre d'entre eux ont été construits soit sur un mode non marchand, soit sur un mode non lucratif : ils incorporent des valeurs de société, et ils sont peu industrialisables. Ce n'est pas un hasard non plus si les classifications existantes des services sont nettement moins fines que celles des biens agricoles ou industriels.

Cela n'interdit nullement leur « européanisation » progressive, par des essais d'harmonisation, mais à mon sens, pour les plus « sociétaux » d'entre eux (je donnerai des exemples), vouloir les soumettre à un marché intérieur, même harmonisé (on verra comment) avant d'avoir fait avancer la citoyenneté européenne plus qu'elle ne l'est, c'est mettre la charrue avant les boeufs. C'est ne pas appliquer un principe de précaution aux normes sociétales les plus appréciables.

Pourquoi ? parce que, pour qu'une « bonne » harmonisation « par la qualité » puisse être mise au point, il faudrait que les normes d'une « bonne » citoyenneté aient nettement progressé. Faute de quoi il va se passer dans certains services essentiels ce qu'on observe déjà en France dans certains domaines (les associations du secteur médico-social, les hôpitaux, l'introduction de normes ISO dans des services « relationnels » qui ne s'y prêtent pas...) : une définition purement technique de « normes de qualité » de type industriel dont seront évincées les normes éthiques et relationnelles qui font que ces services sont vraiment au service des gens. Prenons quelques exemples.

1. AL s'en prend au corporatisme de certaines professions libérales. C'est en partie vrai, mais aussi en partie faux. Il existe des professions libérales dont les règles incorporent des principes éthiques (médecins, avocats...) et même si ces derniers ne sont pas toujours appliqués, ils n'ont pas disparu et peuvent être invoqués. Que deviendraient-ils dans une harmonisation de la qualité et du « produit » « au service du consommateur » ?

2. Les associations qui vendent des services de proximité sur un mode lucratif, par exemple pour le maintien à domicile des personnes âgées, dans le secteur de la culture associative, etc, se méfient à juste titre des normes de qualité, surtout quand, comme le fait l'AGCS, c'est la seule référence au « produit » qui fonctionne. Et elles ont raison, car ce qui compte dans de tels services, c'est plus « la façon de faire » qu'un « produit » normalisable et ouvert à une concurrence par les prix. Ce n'est pas de leur part une attitude défensive ou corporatiste, c'est la lutte pour la préservation de valeurs fondamentales et non normalisables, sauf sur la base d'avancées majeures d'une citoyenneté européenne partagée. Une harmonisation des valeurs en quelque sorte, dont il est irréaliste d'attendre qu'elle suive celle des marchés, on le voit bien.

3. J'ai souvent l'occasion d'utiliser les réflexions anciennes (début des années 90) d'A. Lipietz sur le « tiers-secteur », et par exemple son idée d'un « halo sociétal » entourant les activités associatives d'utilité sociale. Il écrit par exemple cette chose très juste :

"En somme, au flux de biens et de services fournis s'ajoute le lent tissage d'un "capital social" sens de Putnam : la capacité de la communauté à se prendre en charge, sans que nul ne soit oublié. Ce tissu de liens sociaux restaurés est la principale justification des spécificités réglementaires et fiscales du tiers secteur". " Tout ce tissage de liens sociaux solidaires, communautaires, tous ces effets externes (ce "halo"), qui enveloppent la production écologiquement ou socialement utile, ne sont le plus souvent mutualisés que par un simple effet de proximité... L'utilité collective "non facturable" est obtenue parce que la personne physique ou morale, l'unité productive du tiers secteur, est inscrite dans un territoire commun, délimité par une communauté humaine particulière... Ce rapport intrinsèque du tiers secteur au territoire est d'ailleurs le premier régulateur de ce secteur, le délimitant "en soi" et garantissant souvent sa non-concurrence vis-à-vis des autres secteurs".

Ce rapport au territoire, cette utilité sociale territorialisée, seraient affectées de plein fouet par une normalisation européenne de la qualité qui, au moins dans les conditions actuelles de faible démocratie et de socle réduit de valeurs communes, ne pourrait faire mieux que de définir des normes techniques ou industrielle évacuant tout ce qui donne du sens à ces activités. AL était un bon analyste des dynamiques de territoire. Son engagement européen semble l'avoir éloigné de cette perspective, mais je suppose qu'il me dira qu'il n'en est rien et que son Europe est celle des territoires. Mais alors comment la faire progresser si les services les plus fondamentaux dans l'identité ouverte d'un territoire sont menacés, comme je le crois, par ce type de projets de la Commission entérinés par le Parlement ? Car s'il est vrai qu'aujourd'hui encore les services du tiers-secteur sont assez peu concurrencés, les choses peuvent changer, et même en France, le MEDEF s'y emploie, via son Comité de liaison des services, en visant les segments rentables bien entendu.

Il en va de même de la libéralisation de certains services publics, les plus « relationnels », par exemple La Poste, où l'on voit déjà l'encadrement demander aux agents de passer le moins de temps possible (au guichet ou au téléphone) avec les usagers à problèmes et à faibles ressources parce que cela n'a rien à voir avec les objectifs concurrentiels, même s'ils intègrent des missions de « service universel », définies d'ailleurs au rabais.

Ma conclusion est qu'en matière d'achèvement du marché intérieur des services, on a besoin d'une pause évaluative dans la plupart des secteurs, mise à profit pour débattre des valeurs incorporées et de la façon de bâtir l'Europe que nous voulons, non pas sur des valeurs identiques, mais au moins sur des valeurs compatibles et qui soient intégrées aux processus

d'harmonisation. Les valeurs ont disparu de l'analyse d'AL sur le marché, en tout cas dans ce texte. À vouloir construire à marche forcée une Europe des marchés « harmonisés » par des normes techniques et de « qualité », on condamne l'harmonisation sociale et celle des valeurs, et c'est bien ce qui s'est produit dans la période récente.

Tous les services ne sont pas impliqués au même degré par mon analyse, car certains sont assez standardisables et impersonnels. Mais les plus importants en termes d'emploi et d'utilité sociale sont concernés

L'unification du marché intérieur dans le domaine des services a donc pris un considérable retard. Régulièrement, la Commission européenne s'en inquiète d'autant plus que les nouvelles technologies et « l'économie de la connaissance » (stratégie de Lisbonne) reposent beaucoup plus sur les services que sur le manufacturier. Voir sa très intéressante Communication de 2000 « **Une stratégie pour le marché intérieur des services** ». Dans sa Communication au Parlement, au Conseil et au Conseil économique et social, fin 2002, « **Réactualisation 2002 sur la stratégie pour le marché intérieur. Tenir les engagements** », la Commission propose de « faire d'ici juin 2003 des propositions en vue d'éliminer les entraves au commerce entre les Etats membres dans le secteur des services ». Soulignons que, dans aucune de ces communications, on ne trouve les mots « Principe du marché intérieur ».

Le vote de février 2003 que dénonce Jennar est la réponse (favorable) du Parlement à cette idée de « propositions ». Le projet de directive Bolkestein, communiqué un an après (en janvier 2004) et qui commence, début 2005, à être débattu par le Parlement et le Conseil, est la concrétisation de cette idée.

Bolkestein, c'est donc, dans l'intention initiale, l'application aux services intérieurs de l'Acte Unique, avec, pour outil principal, l'unification des normes. Promesse déjà d'énormes bagarres, car il est plus facile d'unifier les normes pour les automobiles que pour la profession d'infirmière, de comptable ou de notaire.

Mais la bombe, c'est le principe du pays d'origine, dans la façon dont le projet Bolkestein l'interprète.

Le **projet de directive Bolkestein** l'énonce ainsi, article 16 :

« Les États membres veillent à ce que les prestataires soient soumis uniquement aux dispositions nationales de leur Etat membre d'origine relevant du domaine coordonné. »

Le premier alinéa vise les dispositions nationales relatives à l'accès à l'activité d'un service et à son exercice, et notamment celles régissant le comportement du prestataire, la qualité ou le contenu du service, la publicité, les contrats et la responsabilité du prestataire. »

C'est large ! Apparemment, cela vise d'abord les règles sur la qualité du service fourni. C'est donc la traduction de la reconnaissance mutuelle des normes portant sur le produit, comme dans l'industrie. Mais quid des « dispositions nationales » relatives à « l'exercice » même de l'activité, c'est-à-dire à la législation sociale, la reconnaissance des qualifications, etc. ? À lire le texte, aucun doute, « l'exercice » du service (donc le statut du travailleur) est régi par la législation du pays d'origine.

En fait, cela va de soi pour le secteur manufacturier, c'est même le moteur des relocalisations internes à l'Europe. L'usine Renault de Valladolid traite ses ouvriers selon la loi espagnole, même si les voitures sont vendues en France. Dans ce cas, le pays d'origine, c'est bien l'Espagne, mais c'est aussi le pays d'« exercice » de l'activité industrielle. Bon, on sait comment répondre à ça : il nous faut une Europe sociale, avec une harmonisation vers le haut des législations sociales dans toute l'Europe.

Transposons maintenant aux services, en passant par une étape intermédiaire pour bien comprendre.

On tourne les films en Lituanie parce que les règles sociales du spectacle y sont plus favorables aux producteurs. Les bobines de "Colette" arrivent en France (avec ce qui reste de celle de la pauvre Marie Trintignant). Rien à dire : c'est un produit manufacturé.

Supposons maintenant que la troupe des figurants et les machinistes lituaniens débarquent dans un studio français pour tourner le même film. Dès ce moment, le « pays d'origine » n'est plus le pays de l'« exercice » du service, et là ça se corse !!

Pour l'instant, leur situation est régie par la **directive "Détachement"** de 1996, longuement négociée entre les partenaires sociaux. Ils sont payés selon la loi et les conventions collectives françaises, y compris le salaire minimal et les congés payés (au bout de 8 jours de présence pour ces deux points).

Pour Bolkestein, c'est l'inverse : si c'est une société de service (à la production télévisuelle) **DONT LE SIÈGE SOCIAL EST EN LITUANIE** qui les envoie, ils restent des travailleurs lituaniens. Ils travaillent en France selon les règles du pays d'origine, non de leur travail (comme dans l'industrie), mais de leur siège social. Comme si des ouvriers espagnols, loués à Renault par une entreprise d'intérim espagnole, étaient payés comme des Espagnols... à Renault-Flins !

Énorme problème : dès qu'il y a sous-traitance, y compris sur un site industriel (et en particulier du bâtiment), c'est un « service ». Donc tout le système du droit du travail européen fondé sur la localisation du travail explose !

Dès la publication du projet, les forces sociales montent au créneau. Avant même la Confédération Européenne des Syndicats, l'Union professionnelle du Bâtiment s'insurge : c'est « blanchir le travail au noir ». Il suffit en effet pour les entreprises de second œuvre de mettre leur siège social en Lituanie et de « détacher » en France leurs salariés !!

Certes, l'article 17 précise bien que la directive « Détachement » continue à s'appliquer. Mais sa collision avec le principe du pays d'origine prête le flanc à toutes les menaces : quid des Conventions collectives non consolidées par une loi, etc.

En quelques mois le malaise grandit au point que la Commission est obligée de lui consacrer **tout un petit portail pour se défendre**. Dès l'été 2004, elle propose elle-même **une série d'amendements**, ce qui revient à reconnaître que la copie est à revoir...

Début 2005, les auditions commencent dans les commissions du Parlement européen, appelé à voter au début de l'été. Elles tournent très mal pour la directive (Bolkestein lui-même est parti). Le nouveau président de la Commission, Barroso, **lâche du lest le 2 février**. Mais rien n'est acquis !!

Merci à AL de préciser que « rien n'est acquis », car en lisant son texte précédent sur le sujet (« Une semaine en or pour les services »), on pouvait avoir l'impression qu'il avait pratiquement gagné la partie et que nos amis d'ATTAC étaient une fois de plus des gens qui crient au loup sans raison (à propos de la directive Bolkestein : « personne ne m'en parlait, sauf quelques correspondants d'ATTAC que je rassurais : elle ne passerait jamais »). Voici par quoi se terminait son texte sur ce volet : « Bref, tout le monde (et même Chirac) étant finalement monté au créneau (avec huit mois de retard sur la CES), les parlementaires répercutent, **et la directive tombe**. ». Pour être honnête et ne pas « caviarder » son texte, pratique répréhensible même quand c'est Jennar qui le fait, ce texte contenait une petite nuance dans ce communiqué de victoire : « Victoire ! au moins provisoire ».

Je ne fais pas ce rappel pour polémiquer. Je le crois utile pour interpréter les analyses d'AL. Pour ma part, j'y vois les conséquences de l'insertion active dans les réseaux de l'élite politique européenne et la surestimation qui en résulte chez certains du rôle des parlementaires européens pour endiguer la vague néo-libérale qui domine à la Commission.

3. La vérité sur le vote des Verts

L'accusation de Jennar contre les Verts ne porte pas sur cette bataille à venir contre la directive Bolkestein, mais sur une étape bien antérieure.

Un an avant, la Commission, rappelons-le, envoie, selon la procédure normale de consultation lorsqu'elle envisage une hypothétique directive, une « Communication au Conseil, au Parlement, et au Comité Économique et Social » : « **Réactualisation 2002 sur la stratégie pour le marché intérieur - Tenir les engagements** ».

S'emparant de ce texte et de quantité d'autres, le Parlement confie à Malcolm Harbour la rédaction d'un rapport. Il consulte lui-même la Commission économique et monétaire qui rend son avis à l'unanimité moins une abstention, verts, socialistes, et communistes inclus. J'ai participé à ce vote en commission. Personne n'a compris un instant que le « principe du pays d'origine » pourrait s'appliquer à autre chose qu'aux normes relatives à la qualité du service fourni. En fait, comme on le voit dans cet avis (reproduit à la fin du rapport Harbour), tout le monde pense que la future directive ne visera que les professions libérales et les services financiers, et en aucune manière le statut des salariés. Et que la bataille s'engage donc uniquement sur les risques d'abaissement des normes, du point de vue de la défense des consommateurs.

On arrive ainsi au fameux vote en séance plénière sur le rapport Harbour, c'est-à-dire la réponse du Parlement à la consultation de la Commission. Et c'est sur le vote de 2 articles de **ce rapport** que RM Jennar incendie les Verts et quelques autres.

Force est hélas de remarquer que Jennar caviarde outrageusement les articles qu'il cite. Il en a l'habitude ! Depuis des années, j'appelle les Verts à TOUJOURS RECOUPER CE QUE DIT JENNAR... même quand je suis d'accord avec lui !!!

* Selon ce que dit Jennar, les Verts auraient voté, au point 35 :

« se félicite des propositions visant à créer un instrument horizontal pour garantir la libre circulation des services sous forme de reconnaissance mutuelle. »

(Un « instrument horizontal » n'est pas un cheval d'arçon, mais un texte portant sur tout un secteur et sur tous les pays de l'Union. Je rappelle que la Commission ne parlait même pas de directive).

Voici le texte réellement voté :

« se félicite des propositions visant à créer un instrument horizontal pour garantir la libre circulation des services sous forme de reconnaissance mutuelle (reconnaissance dont le caractère automatique doit être promu dans toute la mesure du possible), de coopération administrative et, lorsque cela est strictement nécessaire, en recourant à l'harmonisation. »

Concrètement, cela veut dire que le PE propose un panachage des trois techniques : reconnaître qu'une norme d'un pays est valable pour tous les pays ("reconnaissance mutuelle"), discuter entre administrations des différents pays, pondre (en codécision) une norme européenne ("harmoniser"). Et non pas, comme le fera Bolkestein un an plus tard, choisir la seule « reconnaissance mutuelle »

Je souhaite que tous les lecteurs, d'accord ou non avec AL, lisent bien ce qui précède et se fassent leur opinion. Si on raisonne politiquement, en tenant compte du contexte, peut-on vraiment dire que le texte réellement voté et intégralement cité soit correctement traduit par l'analyse d'AL dans le passage « Concrètement... panachage de trois techniques... » ? Ou faut-il penser, dans ce travail d'interprétation, que le texte de la Commission privilégie nettement le premier mode par rapport au second, et le second par rapport au troisième, y compris par la mention « lorsque cela est strictement nécessaire » ? Je n'ai guère de doute pour ma part, mais merci à ceux qui me feraient douter, c'est bon pour les neurones. Si mon interprétation est juste, ce texte prépare vraiment Bolkestein (sans aller aussi loin), et Jennar, à défaut d'avoir totalement raison (voir ma conclusion), n'a pas tout à fait tort...

* Selon Jennar, les Verts auraient voté au point 39 :

« Les principes du pays d'origine et de la reconnaissance mutuelle sont essentiels à l'achèvement du marché intérieur des biens et des services »

Voici le texte réellement voté :

« Estime que, si les principes du pays d'origine et de la reconnaissance mutuelle sont essentiels à l'achèvement du marché intérieur des biens et des services, les objectifs d'intérêt public, et en particulier la protection du

consommateur, doivent être sauvegardés, lorsque la chose est nécessaire, grâce à une harmonisation des règles nationales »

Ce qui montre d'abord qu'à l'époque, les mots « principe du pays d'origine » visent essentiellement les normes édictées pour la défense du consommateur (c'est-à-dire rien d'autre que la reconnaissance mutuelle de ces normes)

Ces précisions d'AL sont utiles. Mais à nouveau, son interprétation est très « optimiste ». Pour moi, la double précision « sont essentiels » et « lorsque la chose est nécessaire » est une réplique parfaitement consciente du « lorsque cela est strictement nécessaire » du texte précédent, et à nouveau il y a de quoi se méfier quand on est un partisan convaincu de l'harmonisation. Ces deux textes hiérarchisent très clairement les processus, en mettant toujours et systématiquement l'harmonisation et les considérations d'intérêt général (ici pratiquement réduite à la protection des consommateurs, autre restriction forte) en queue de liste, et si c'est vraiment nécessaire... En gros, l'exception qui confirme la règle.

A chacun de juger sur pièces. C'est interprétation contre interprétation, et ce n'est donc pas évident.

Et ce qui montre surtout que, loin d'approuver ce principe sans réserve, les députés s'inquiètent qu'une reconnaissance mutuelle n'aboutisse au « moins disant » en matière de normes de qualité de service, c'est pourquoi ils demandent d'harmoniser ces normes à l'échelle européenne si nécessaire. Bref, ils demandent une « Europe du consommateur », sans penser qu'en plus Bolkestein précipitera le débat sur l'Europe sociale.

Bref, l'exact contraire de ce que prétend Jennar. Jennar a simplement oublié qu'aujourd'hui tous les documents européens sont publics et qu'on les **trouve sur le web** en quelques clics et avec un peu de patience sur europa.eu.int...

Je n'ai pas mémoire d'avoir été présent à ce vote mineur (en fait la Commission disait « J'ai envie de faire un texte » et le Parlement répondait « OK, allez-y, mais attention ! »), ma compagne étant très gravement malade à l'époque.

Je reprends cette vision des choses, qui m'inquiète un peu : « la Commission disait « J'ai envie de faire un texte » et le Parlement répondait « OK, allez-y, mais attention ! ». Depuis quelques années, quand la Commission dit « j'ai envie » de préparer un texte sur la concurrence et sur son extension, il me semble qu'un principe de précaution renforcé devrait être appliqué par les partisans de l'Europe sociale et environnementale. Et dans le cas présent, je ne pense pas qu'il ait fonctionné. À nouveau, cela se discute.

Mais à coup sûr, j'aurais voté des deux mains ces articles !!

Je pense au contraire que, vu ce qui s'est passé depuis, si ces textes repassaient aujourd'hui, AL voterait contre. En tout cas je l'espère. Je suis par ailleurs convaincu que ni AL ni les autres députés de gauche qui ont voté ce texte n'ont vu venir le fait que le principe du pays d'origine et de la reconnaissance mutuelle allait devenir le principe de la protection sociale et du droit du travail du pays d'origine. Et d'ailleurs qui l'a vu à l'époque ? Je me distingue donc ici nettement de l'interprétation de Jennar. Mais il me semble évident que la Commission avait cela en tête, et que le texte proposé, sans le dire explicitement, l'encourageait dans cette voie. On ne demande pas à des députés européens de lire dans le marc de café. Mais je trouve qu'à trop vouloir participer à « l'achèvement du marché intérieur » et à « l'élimination des entraves au commerce dans le secteur des services », ces députés de gauche ont baissé dangereusement la garde, y compris parce qu'ils connaissent mal les services et leur mode de participation à un modèle de société. Il ne serait pas mauvais pour la démocratie qu'ils le reconnaissent. Mais là, je rêve.

Stupéfiante accusation de Marc-Raoul Jennar contre les eurodéputés Verts

par [Alain Lipietz](#)

Depuis quelques jours court sur le web une grave accusation de Marc-Raoul Jennar (militant antimondialiste, très influent dans le milieu d'ATTAC, qui se présente comme un expert en droit européen) contre les eurodéputés Verts.

Selon ce texte intitulé « [Quelques vérités sur Bolkestein](#) », ils auraient, dès février 2003, appelé une législation européenne sur les services fondée sur le redoutable « principe du pays d'origine ». Ils seraient ainsi, comme d'autres députés de la gauche française, les précurseurs de ce qui est désormais unanimement combattu en France (et depuis un an par les Verts) comme « la directive Bolkestein »

Cette accusation repose sur un grossier montage.

Que MR Jennar, avec qui j'ai mené de nombreux combats et débats, notamment contre l'AMI et l'OMC, et que nos députés ont fait auditionner comme expert dans les débats sur la globalisation ou la directive Bolkestein, se livre ainsi à une attaque totalement mensongère, me laisse pantois. Son retournement inattendu contre de proches alliés en dit long sur l'absence d'écoute auquel il en est arrivé au nom de son hostilité à la Constitution européenne, et plus généralement à tout pas en avant vers des institutions supranationales démocratiques, capables de contrer la globalisation du capital voir mon texte « [Quelle réforme globale du commerce international ?](#) ». Incapable de comprendre qu'une analyse lucide des enjeux conduise des altermondialistes conséquents à préférer le TCE à l'actuel traité de Maastricht-Nice, il en vient à les accuser de duplicité, et pour cela doit construire des "preuves" dignes d'un procès en sorcellerie.

Je donnerai ici :

l'accusation de Jennar un résumé du fond de la question (la directive Bolkestein et le principe du pays d'origine) la vérité sur le vote des eurodéputés verts, et le démenti de la calomnie de Jennar.

1. L'accusation de RM Jennar

Voici le début de son texte : La « proposition de directive sur les services dans le marché intérieur » conçue par les services de la Commission européenne sous la direction du Commissaire Frits Bolkestein, donne lieu, en particulier en France, à de bien étranges manipulations politico-médiatiques qui brouillent la réalité des faits et trompent les citoyennes et les citoyens appelés à se prononcer sur le « traité établissant une Constitution pour l'Europe. » Chacun se démène aujourd'hui pour apparaître comme le plus résolu et le plus ancien à s'opposer à cette proposition. Il est bon de rappeler les faits afin d'apprécier la sincérité des oppositions claironnées ici ou là.

(ici, bref historique sur le sommet de Lisbonne)

Le 13 février 2003, le Parlement européen adopte une résolution dont

au point 35, il « se félicite des propositions visant à créer un instrument horizontal pour garantir la libre circulation des services sous forme de reconnaissance mutuelle. »

au point 39, il considère que « les principes du pays d'origine et de la reconnaissance mutuelle sont essentiels à l'achèvement du marché intérieur des biens et des services »

Ainsi, la directive sur les services dans le marché intérieur et son principe du pays d'origine tant décriés aujourd'hui ont été voulus par une majorité du Parlement européen. Une majorité impossible s'il n'y avait eu les voix des sociaux-démocrates et des Verts. Dans cette majorité de députés européens qui ont réclamé cette directive (« instrument horizontal ») et ce principe du pays d'origine, on trouvait, parmi les députés européens français présents lors du vote (résolution A5-0026/2003 ; 13/02/2003) :

- Danielle Darras (PS) - Olivier Duhamel (PS) - Catherine Lalumière (PS) - Michel Rocard (PS) - Martine Roure (PS) - Gérard Onesta (Les Verts) - Yves Piétrasanta (Les Verts) - Marie-Hélène Descamps (UMP) - Alain Lamassoure (UMP) - Margie Sudre (UMP)

Aujourd'hui, l'UMP, le PS et les Verts dénoncent ce qu'ils ont demandé hier parce que cette proposition de directive illustre trop clairement le modèle néolibéral que va imposer le traité constitutionnel qu'ils soutiennent.

(Suit un exposé correct mais daté du débat en conseil, puis la conclusion qui coule de source :)

On nous trompe sur Bolkestein. On nous trompe sur le traité constitutionnel européen. Allons-nous dire « oui » à ceux qui nous trompent ?

L'argument de RM Jennar est donc le suivant :

Des députés Verts se sont battus pour les pires aspects de la directive Bolkestein, c'est donc normal qu'ils soient pour le traité constitutionnel et, s'ils renient aujourd'hui leur vote, c'est pour cacher la nature du traité qu'ils soutiennent.

Passons sur l'illogisme profond de ce raisonnement. Si les « néo-libéraux verts » ont réussi à prendre l'initiative de ces horreurs dans un vote de 2003 et s'apprêtaient à les faire adopter par le vote en 2005 de la directive Bolkestein, le traité de Nice étant en vigueur, pourquoi auraient-ils besoin d'un nouveau traité constitutionnel qui s'appliquerait au mieux vers 2009 ? Ils ont, avec le traité de Nice (qui continuera à s'appliquer indéfiniment si le Non l'emporte, comme le souhaite Jennar), la constitution idéale du néo-libéralisme.

En fait la calomnie de Jennar n'en appelle pas à la raison. Elle vise simplement à empoisonner la réputation des Verts : « ils votent des horreurs, pas étonnant qu'ils votent Oui »

Nous montrerons qu'ils n'ont pas voté les horreurs dont Jennar les accuse, mais le plus important est de comprendre le fond de la question.

2. Le fond de la question : marché unique et harmonisation des lois.

Depuis 1957 l'Europe s'est créée et a progressé comme un « marché commun », au nom de l'idée « fordiste » que plus le marché est grand, plus se développe la production de masse et moins chaque marchandise coûte cher. Le post-fordisme (depuis 1980) a légèrement modifié l'argument : les consommateurs exigeant aujourd'hui une gamme de produits différenciés, plus le marché est grand, plus de « petites niches de produits » peuvent coexister.

Avec l'Acte Unique de 1988, le Marché Commun est devenu le « grand marché intérieur » où devaient tomber les dernières barrières non-tarifaires entre pays européens : celles reposant sur les normes, autorisations, enregistrements et autres procédures administratives qui permettaient jusque-là d'entretenir un « petty protectionism », comme disent les Anglais (« protectionnisme mesquin »).

Comment s'y est-on pris ? De trois façons possibles :

reconnaître qu'une norme d'un pays est valable pour tous les pays ("reconnaissance mutuelle"), discuter entre administrations des différents pays le rapprochement des normes (« coopération administrative »), pondre (en codécision) une norme européenne ("harmoniser")

L'harmonisation des normes est la procédure la plus « supranationale » et la plus démocratique (elle se fait en codécision avec le Parlement). Mais c'est la plus lourde. Elle est la cible des libéraux, des souverainistes et des humoristes : les Guignols montraient Delors en train de normaliser la courbure des bananes (ils ne croyaient pas si bien dire : c'est bien la courbure qui distingue au premier coup d'œil la banane-euro et la banane-dollar !). Et je me souviens avoir voté en Parlement la position du réservoir d'essence dans les automobiles !

Mais pour les services, le problème est beaucoup plus compliqué, car le consommateur n'achète pas un objet, mais directement l'activité d'une personne. Or la réglementation nationale porte tout autant sur la qualité de ce que cette personne fait que sur la façon dont elle le fait (combien elle est payée, combien de temps libre, etc.). En outre, certains services sont des services publics, or les traités (oui, même les traités actuels !) stipulent que les règles de la concurrence s'arrêtent là où commencent les exigences du service public ([voir sur ce point le débat sur mon blog à propos de l'arrêt Altmark et du rapport in't Veld](#)). Et surtout de très nombreuses professions libérales et services financiers se barricadent contre la concurrence par une épaisse réglementation nationale. Ces barrières non-tarifaires ne gênent pas les

multinationales des services (Cap-Gemini, Manpower, ou Arthur Andersen), qui ont des succursales partout, mais plutôt les PME, qui pourraient fournir un service dans le pays voisin mais se heurtent à des obstacles administratifs.

L'unification du marché intérieur dans le domaine des services a donc pris un considérable retard. Régulièrement, la Commission européenne s'en inquiète d'autant plus que les nouvelles technologies et « l'économie de la connaissance » (stratégie de Lisbonne) reposent beaucoup plus sur les services que sur le manufacturier. Voir sa très intéressante Communication de 2000 « [Une stratégie pour le marché intérieur des services](#) ». Dans sa Communication au Parlement, au Conseil et au Conseil économique et social, fin 2002, « [Réactualisation 2002 sur la stratégie pour le marché intérieur. Tenir les engagements](#) », la Commission propose de « faire d'ici juin 2003 des propositions en vue d'éliminer les entraves au commerce entre les Etats membres dans le secteur des services ». Soulignons que, dans aucune de ces communications, on ne trouve les mots « Principe du marché intérieur ».

Le vote de février 2003 que dénonce Jennar est la réponse (favorable) du Parlement à cette idée de « propositions ». Le projet de directive Bolkestein, communiqué un an après (en janvier 2004) et qui commence, début 2005, à être débattu par le Parlement et le Conseil, est la concrétisation de cette idée.

Bolkestein, c'est donc, dans l'intention initiale, l'application aux services intérieurs de l'Acte Unique, avec, pour outil principal, l'unification des normes. Promesse déjà d'énormes bagarres, car il est plus facile d'unifier les normes pour les automobiles que pour la profession d'infirmière, de comptable ou de notaire.

Mais la bombe, c'est le principe du pays d'origine, dans la façon dont le projet Bolkestein l'interprète.

Le [projet de directive Bolkestein](#) l'énonce ainsi, article 16 :

« Les États membres veillent à ce que les prestataires soient soumis uniquement aux dispositions nationales de leur Etat membre d'origine relevant du domaine coordonné.

Le premier alinéa vise les dispositions nationales relatives à l'accès à l'activité d'un service et à son exercice, et notamment celles régissant le comportement du prestataire, la qualité ou le contenu du service, la publicité, les contrats et la responsabilité du prestataire. »

C'est large ! Apparemment, cela vise d'abord les règles sur la qualité du service fourni. C'est donc la traduction de la reconnaissance mutuelle des normes portant sur le produit, comme dans l'industrie. Mais quid des « dispositions nationales » relatives à « l'exercice » même de l'activité, c'est-à-dire à la législation sociale, la reconnaissance des qualifications, etc. ? À lire le texte, aucun doute, « l'exercice » du service (donc le statut du travailleur) est régi par la législation du pays d'origine.

En fait, cela va de soi pour le secteur manufacturier, c'est même le moteur des relocalisations internes à l'Europe. L'usine Renault de Valladolid traite ses ouvriers selon la loi espagnole, même si les voitures sont vendues en France. Dans ce cas, le pays d'origine, c'est bien l'Espagne, mais c'est aussi le pays d'« exercice » de l'activité industrielle. Bon, on sait comment répondre à ça : il nous faut une Europe sociale, avec une harmonisation vers le haut des législations sociales dans toute l'Europe.

Transposons maintenant aux services, en passant par une étape intermédiaire pour bien comprendre.

On tourne les films en Lituanie parce que les règles sociales du spectacle y sont plus favorables aux producteurs. Les bobines de "Colette" arrivent en France (avec ce qui reste de celle de la pauvre Marie Trintignant). Rien à dire : c'est un produit manufacturé.

Supposons maintenant que la troupe des figurants et les machinistes lituaniens débarquent dans un studio français pour tourner le même film. Dès ce moment, le « pays d'origine » n'est plus le pays de l'« exercice » du service, et là ça se corse !!

Pour l'instant, leur situation est régie par la [directive "Détachement"](#) de 1996, longuement négociée entre les partenaires sociaux. Ils sont payés selon la loi et les conventions collectives françaises, y compris le salaire minimal et les congés payés (au bout de 8 jours de présence pour ces deux points).

Pour Bolkestein, c'est l'inverse : si c'est une société de service (à la production télévisuelle) DONT LE SIÈGE SOCIAL EST EN LITUANIE qui les envoie, ils restent des travailleurs lituaniens. Ils travaillent en

France selon les règles du pays d'origine, non de leur travail (comme dans l'industrie), mais de leur siège social. Comme si des ouvriers espagnols, loués à Renault par une entreprise d'intérim espagnole, étaient payés comme des Espagnols... à Renault-Flins !

Énorme problème : dès qu'il y a sous-traitance, y compris sur un site industriel (et en particulier du bâtiment), c'est un « service ». Donc tout le système du droit du travail européen fondé sur la localisation du travail explose !

Dès la publication du projet, les forces sociales montent au créneau. Avant même la Confédération Européenne des Syndicats, l'Union professionnelle du Bâtiment s'insurge : c'est « blanchir le travail au noir ». Il suffit en effet pour les entreprises de second œuvre de mettre leur siège social en Lituanie et de « détacher » en France leurs salariés !!

Certes, l'article 17 précise bien que la directive « Détachement » continue à s'appliquer. Mais sa collision avec le principe du pays d'origine prête le flanc à toutes les menaces : quid des Conventions collectives non consolidées par une loi, etc.

En quelques mois le malaise grandit au point que la Commission est obligée de lui consacrer [tout un petit portail pour se défendre](#). Dès l'été 2004, elle propose elle-même [une série d'amendements](#), ce qui revient à reconnaître que la copie est à revoir...

Début 2005, les auditions commencent dans les commissions du Parlement européen, appelé à voter au début de l'été. Elles tournent très mal pour la directive (Bolkestein lui-même est parti). Le nouveau président de la Commission, Barroso, [lâche du lest le 2 février](#). Mais rien n'est acquis !!

3. La vérité sur le vote des Verts

L'accusation de Jennar contre les Verts ne porte pas sur cette bataille à venir contre la directive Bolkestein, mais sur une étape bien antérieure.

Un an avant, la Commission, rappelons-le, envoie, selon la procédure normale de consultation lorsqu'elle envisage une hypothétique directive, une « Communication au Conseil, au Parlement, et au Comité Économique et Social » : « [Réactualisation 2002 sur la stratégie pour le marché intérieur - Tenir les engagements](#) ».

S'emparant de ce texte et de quantité d'autres, le Parlement confie à Malcolm Harbour la rédaction d'un rapport. Il consulte lui-même la Commission économique et monétaire qui rend son avis à l'unanimité moins une abstention, verts, socialistes, et communistes inclus. J'ai participé à ce vote en commission. Personne n'a compris un instant que le « principe du pays d'origine » pourrait s'appliquer à autre chose qu'aux normes relatives à la qualité du service fourni. En fait, comme on le voit dans cet avis (reproduit à la fin du rapport Harbour), tout le monde pense que la future directive ne visera que les professions libérales et les services financiers, et en aucune manière le statut des salariés. Et que la bataille s'engage donc uniquement sur les risques d'abaissement des normes, du point de vue de la défense des consommateurs.

On arrive ainsi au fameux vote en séance plénière sur le rapport Harbour, c'est-à-dire la réponse du Parlement à la consultation de la Commission. Et c'est sur le vote de 2 articles de [ce rapport](#) que RM Jennar incendie les Verts et quelques autres.

Force est hélas de remarquer que Jennar caviarde outrageusement les articles qu'il cite. Il en a l'habitude ! Depuis des années, j'appelle les Verts à TOUJOURS RECOUPER CE QUE DIT JENNAR... même quand je suis d'accord avec lui !!!

* Selon ce que dit Jennar, les Verts auraient voté, au point 35 :

« se félicite des propositions visant à créer un instrument horizontal pour garantir la libre circulation des services sous forme de reconnaissance mutuelle. »

(Un « instrument horizontal » n'est pas un cheval d'arçon, mais un texte portant sur tout un secteur et sur tous les pays de l'Union. Je rappelle que la Commission ne parlait même pas de directive).

Voici le texte réellement voté :

« se félicite des propositions visant à créer un instrument horizontal pour garantir la libre circulation des services sous forme de reconnaissance mutuelle (reconnaissance dont le caractère automatique doit être promu dans toute la mesure du possible), de coopération administrative et, lorsque cela est strictement nécessaire, en recourant à l'harmonisation. »

Concrètement, cela veut dire que le PE propose un panachage des trois techniques : reconnaître qu'une norme d'un pays est valable pour tous les pays ("reconnaissance mutuelle"), discuter entre administrations des différents pays, pondre (en codécision) une norme européenne ("harmoniser"). Et non pas, comme le fera Bolkestein un an plus tard, choisir la seule « reconnaissance mutuelle »

* Selon Jennar, les Verts auraient voté au point 39 :

« Les principes du pays d'origine et de la reconnaissance mutuelle sont essentiels à l'achèvement du marché intérieur des biens et des services »

Voici le texte réellement voté :

« Estime que, si les principes du pays d'origine et de la reconnaissance mutuelle sont essentiels à l'achèvement du marché intérieur des biens et des services, les objectifs d'intérêt public, et en particulier la protection du consommateur, doivent être sauvegardés, lorsque la chose est nécessaire, grâce à une harmonisation des règles nationales »

Ce qui montre d'abord qu'à l'époque, les mots « principe du pays d'origine » visent essentiellement les normes édictées pour la défense du consommateur (c'est-à-dire rien d'autre que la reconnaissance mutuelle de ces normes)

Et ce qui montre surtout que, loin d'approuver ce principe sans réserve, les députés s'inquiètent qu'une reconnaissance mutuelle n'aboutisse au « moins disant » en matière de normes de qualité de service, c'est pourquoi ils demandent d'harmoniser ces normes à l'échelle européenne si nécessaire. Bref, ils demandent une « Europe du consommateur », sans penser qu'en plus Bolkestein précipitera le débat sur l'Europe sociale.

Bref, l'exact contraire de ce que prétend Jennar. Jennar a simplement oublié qu'aujourd'hui tous les documents européens sont publics et qu'on les [trouve sur le web](#) en quelques clics et avec un peu de patience sur europa.eu.int...

Je n'ai pas mémoire d'avoir été présent à ce vote mineur (en fait la Commission disait « J'ai envie de faire un texte » et le Parlement répondait « OK, allez-y, mais attention ! »), ma compagne étant très gravement malade à l'époque. Mais à coup sûr, j'aurais voté des deux mains ces articles !!

Reproduction autorisée avec la mention © *lipietz.net-Perline*

Alain Lipietz

Attac et les mensonges à la Pinocchio sur le TCE

En jaune : commentaires critiques

LES APPROXIMATIONS D'ATTAC-TOULOUSE les partisans du Non censurent ce qui les arrangeant **Attac-Toulouse diffuse un appel à une réunion-débat animée par Geneviève Azam donc le texte d'appel traduit la vertigineuse dégradation de la qualité d'argumentation de ce qui s'est voulue une « association d'éducation populaire ». Dans la mesure où cet effondrement traduit une évolution plus générale , il est intéressant d'en faire la critique détaillée.**

J'ai beaucoup d'estime pour Geneviève Azam mais à l'évidence nous divergeons sur la politique supranationale. Elle me semble plus « antimondialisation » qu' « altermondialiste ». Toutefois il n'est pas évident qu'elle ait rédigé le texte seule, elle ne l'a peut être que ratifié en vitesse (*il m'arrive de découvrir sur place le tract qui annonce une réunion débat que j'anime et d'être un peu gêné !*). Donc il ne faut pas lui imputer personnellement toutes les critiques que j'adresse à un texte que par commodité j'appelle ici « texte Azam ».

LE TEXTE D'ATTAC-TOULOUSE COMMENCE AINSI :

[[Pour une autre Europe / non au traité constitutionnel européen

conférence-débat avec Geneviève Azam (vice-présidente du conseil économique d'ATTAC) / lundi 28 février 2005, 19 h 30 à Utopia, Toulouse

*L'élaboration d'une constitution pur l'Europe, n'est-ce pas un beau projet et une occasion extraordinarie d'expression d'une citoyenneté européenne ? Pourtant, l'espoir de cette fondation est détourné, et la force symbolique de l'idée même de constitution est dégradée dans le texte qui va être soumis à référendum. A la fois sur le fond, la forme et les modalités d'élaboration, le texte n'a rien d'une constitution. Il aura pourtant valeur constitutionnelle : " La constitution et le droit adopté par les institutions de l'Union (...) priment le droit des états-membres " (article I-6). Cette constitution ne définit aucun territoire, elle est conclue pour une durée illimitée et ne peut être amendée qu'à l'unanimité des états-membres et au terme d'une procédure très lourde. **La Commission, organe non élu, conserve le monopole de l'initiative des lois** et jugera même si une pétition signée par un million de personnes est recevable ou pas. C'est l'avenir radieux pour nous et les générations futures ! Ce texte, d'une longueur incroyable pour une constitution, est marqué par l'inscription du principe de concurrence et de libre jeu du marché, jusqu'à l'obsession.*

1. Comme on le subodore chez la plupart (sinon la quasi-totalité) des partisans du « non de gauche », sauf chez les Verts, l'argument n°1 est anti-européen. Ce texte est trop intégrateur et fédéraliste. " La constitution et le droit adopté par les institutions de l'Union (...) priment le droit des états-membres " (article I-6) " s'indignent pour commencer les rédacteurs pour commencer (on m'a fait plusieurs fois le coup de me lire cet article avec horreur dans les débats). C'est pourtant le b-a-ba non seulement des fédérations mais même des confédérations !

La jolie petite phrase pro-européenne qui commence le texte de l'invitation doit donc être prise pour ce qu'elle vaut : un hommage à l'Europe des Nations qui ne transfèrent aucun pouvoir au niveau supranational.

Traduction pour le populo : « Verts et autres supra-nationalistes, arrêtez de nous gaver avec la directive Habitat , Natura 2000 etc. .Les lois françaises sur la chasse priment les lois européennes. »

Lipietz fait semblant de ne pas comprendre (car c'est un type malin, et il a parfaitement compris) : la citation " *La constitution et le droit adopté par les institutions de l'Union (...) priment le droit des états-membres* " ne figure ici, de toute évidence, que pour illustrer la phrase qui précède : ce texte a une valeur constitutionnelle, ce n'est pas un traité comme les autres. Or cet argument est très important, et d'ailleurs il ne suffit pas d'invoquer ce passage du TCE pour le prouver (d'autres traités priment le droit des États membres). Dans le débat contradictoire que nous avons organisé à

Villeneuve d'Ascq, le partisan du oui, au demeurant très bien, Philippe Grosjean, a même appuyé son argumentation sur le point suivant : si c'était une constitution, je voterais non. Chacun appréciera, mais il y a un réel enjeu dans le statut politique, juridique et symbolique de ce texte.

Alain Lipietz cherche ici manifestement à faire croire que les gens d'ATTAC ne veulent pas de « plus d'Europe », ne sont pas attachés à l'idée que des progrès puissent venir de politiques et de textes européens « supra-nationaux ». C'est un « mensonge » pour ce qui nous concerne, même si c'est vrai pour une minorité de partisans d'un non de gauche (j'en ai rencontrés). Ce qui est vrai, c'est que le bilan que nous faisons de ces dernières années de textes et directives européennes est très négatif et que cette supra-nationalité là, nous n'en voulons pas, car c'est de l'infra-nationalité sociale. La chasse c'est bien, mais faisons ce bilan sérieusement avec AL sur l'ensemble des orientations prises depuis cinq ans et on verra.

Cela dit, AL a raison sur un point : méfions-nous de ne pas citer publiquement cet article à d'autres fins que celle poursuivie par G. Azam, et à la limite évitons même de le citer car à mon sens il ne prouve rien de décisif. Qu'en pensez-vous ?

« Durée illimitée » est apparemment une sottise.

OUI, mais bon...

Toutes les constitutions sont à durée illimitée et la plupart des traités aussi, en tous cas tous les traités européens depuis Rome le sont, ce qui ne les empêche pas d'être révisés tous les 5 ans en moyenne.

5. La suite est le discours habituel (« on parle trop de marché ») auquel on a mille fois répondu et que le texte lui-même, par l'emploi du mot « conserve » reconnaît : un texte qui révisé un traité qui institue un Marché Commun parle beaucoup de marché, en effet...

Il sera plus intéressant de discuter de ce qu'il ... introduit de nouveau, comme l'article 122 sur les Services publics, à lire à haute et intelligible voix dans les débats contradictoires (voir mon blog du 2 février sur le sujet Bolkestein, intVeld : une semaine en or pour les services) : http://lipietz.net/blog.php3?id_breve=36

Parlons de ce blog qui vaut le détour en matière non pas de mensonge, mais de démobilisation des citoyens au bénéfice du mot d'ordre « Laissez faire les députés européens, AL en tête, et l'Europe se construira au mieux de vos intérêts ». Voici l'intégralité de la partie consacrée à la directive Bolkestein (c'est moi qui surligne).

2 février : une semaine en or pour les services !

Dés mardi midi, Jean-Luc Bennahmias (de la commission sociale du PE) me prévient : « Dans toutes les commissions, la directive Bolkestein est retoquée ». Suivant une tradition déjà rodée (on retire un projet avant de se faire retoquer en plénière), mercredi, le président de la Commission européenne Barroso retire le texte et décide de le « réexaminer ». Victoire ! au moins provisoire.

La Bolkestein, un projet qui date de la précédente législature et de la Commission Prodi. Pendant la campagne européenne, personne ne m'en parlait, sauf quelques correspondants d'ATTAC que je rassurais : elle ne passerait jamais. La presse française, Chirac et le PS ne l'avait pas encore repérée. La Confédération Européenne des Syndicats, si !! Dès les manif syndicales européennes du printemps (500000 personnes à Berlin, avec Bernard Thibault, 500000 à Rome et 15000 à Paris), elle était au centre des discussions. Mais le patronat européen du bâtiment aussi était contre.

En fait, c'était une énorme directive prétendant s'attaquer aux multiples obstacles qui empêchent un dentiste, un avocat ou un notaire à s'établir dans un autre pays européen. Mais dans ce fourre-tout où il y avait du bon et du moins bon se cachait une bombe : la « clause du marché intérieur » [confusion : la clause du pays d'origine]. C'est-à-dire que les salariés en mission dans un autre pays que le siège de leur entreprise relèveraient du droit social du pays d'origine ! Or tous les sous-traitants, de quelque

industrie que ce soit, peuvent être considérés comme des « services ». Donc potentiellement il suffirait de décentraliser son siège social en Esthonie pour faire appliquer n'importe où en Europe le droit social esthonien ! La délocalisation à domicile, j'exagère à peine : voir la notice que lui consacre SINOPE, l'association des Verts français au Parlement européen (j'en profite pour faire la pub de son excellent travail...). Bref, tout le monde (et même Chirac) étant finalement monté au créneau (avec huit mois de retard sur la CES), **les parlementaires répercutent, et la directive tombe.**

Parfait exemple de la liaison mouvement sociaux- démocratie représentative, mais cette fois à l'échelle européenne.

Coup de bol : il s'agit d'une directive relevant d'un chapitre (les règles de la concurrence) que le traité actuel (Maastricht-Nice) met déjà en codécision avec le Parlement ! On n'a même pas eu besoin du Traité Constitutionnel.

Commentaire : tous ces gens d'ATTAC sont des agités qui crient au loup sans cesse alors qu'avec AL au Parlement européen, on peut dormir sur nos deux oreilles, sociale et environnementale. Pratiquement, le 2 février, la directive est tombée ou est agonisante. Ce blog n'a curieusement pas été actualisé après que Barroso et sa commission aient clairement affirmé qu'il n'était pas question de laisser tomber, après que Schroeder et Blair l'aient à nouveau défendue, y compris le principe essentiel du pays d'origine. Mais du calme, amis d'ATTAC, que peuvent Blair, Schroeder et Barroso face à Lipietz ?

Je conseille aussi la lecture de la suite du blog, où l'on apprend que ce qu'AL propose au Parlement sur les services publics, après avoir « totalement balisé le terrain », passe « comme une lettre à la poste » (des lettres qui vont bientôt passer par la dérégulation postale). Je cite :

Mercredi la Commission économique et monétaire du parlement vote. Mon rapport sur la BEI y passe comme une lettre à la poste ! J'avais à vrai dire complètement balisé le terrain.

C'est un peu triste de voir une belle intelligence (j'ai souvent utilisé les travaux d'AL soit dans un cadre universitaire, soit dans un cadre militant) à ce point obscurcie par un ego invraisemblable*, aboutissant à ne voir dans l'histoire que l'action d'une élite politique devenue incapable de sentir à quel point elle s'éloigne des aspirations des militants et des peuples. AL n'est pas le seul exemple, mais il est en train d'en devenir une caricature.

*** Ego : voici comment débute son CV sur son site perso :**

Entré second à l'École Polytechnique, Ingénieur en Chef des Ponts et Chaussées, Directeur de Recherche au CNRS, Alain Lipietz s'est, depuis le début de sa carrière de chercheur, consacré à analyser les rapports sociaux-économiques au sein des communautés humaines, et entre celles-ci et leur espace, aux niveaux urbain, régional, national, et international, à travers plusieurs centaines d'articles et conférences.

Que penser d'un type de 57 ans qui éprouve encore le besoin d'afficher en première ligne sur son site son classement à l'entrée de l'X ?

RÉPONSE AU TEXTE D'ALAIN LIPIETZ, DÉPUTÉ VERT EUROPÉEN, « À PROPOS DES APPROXIMATIONS D'ATTAC-TOULOUSE ».

Geneviève Azam

J'assume totalement, dans sa forme et son contenu le texte paru dans la gazette d'Utopia, tout comme les tracts, encore plus courts pour certains, que nous nous attachons à diffuser le plus possible, tout comme le « 8 pages » rédigé par la commission Europe d'Attac-Toulouse, plus explicatif, que nous distribuerons dans toutes nos manifestations.

Je ne répondrai ici que sur les aspects de l'argumentation d'Alain Lipietz qui concernent la consultation sur le texte du traité constitutionnel, le reste étant hors sujet.

Effectivement, nous avons des désaccords sur le traité-constitutionnel européen, mais gardons notre sang froid, la campagne ne fait que commencer ! Les Verts, tout comme Attac, étaient partisan d'un référendum et l'ont fait savoir. Nous sommes heureux qu'il se tienne et dans ce type d'élection, il y a deux réponses possibles : oui ou non. Pourquoi être aussi offusqué de l'expression d'un non à ce texte et pourquoi immédiatement le diaboliser ? Si le non est aussi dangereux, il ne fallait pas prendre le risque d'un référendum. Si la surprise vient de la levée d'un non européen, y compris dans les rangs des Verts, c'était surestimer le poids des états-majors pour le oui et sous-estimer l'engagement de très nombreux citoyens européens, parfaitement informés de mécanismes pourtant opaques, et sous-estimer la prise de conscience des ravages sociaux et écologiques de l'Europe libérale. Qui nous a alerté sur la directive Bolkestein, il y a déjà plus d'un an ? Certainement pas les amis d'Alain Lipietz (A.L.) qui ont voté une résolution au Parlement européen le 13 février 2003, qui considère « que les principes du pays d'origine et de la reconnaissance mutuelle sont essentiels à l'achèvement du marché intérieur des biens et services » (résolution A5-0026/2003), ni les commissaires Pascal Lamy (PS), Philippe Busquin (PS Belge) ou encore Michael Schreyer (Les Verts, Allemagne) qui l'ont approuvée le 13 janvier 2004. Qui nous alerte aujourd'hui sur la nouvelle directive sur le temps de travail ? Et pourtant, aucune de ces directives n'est contradictoire avec la constitution qui au contraire leur donne une assise juridique : « *En réalité le projet de traité constitutionnel, qui ne fait que rationaliser intelligemment le corpus juridique européen existant, consolide la base juridique qui fonde la directive Bolkestein* »¹. Une analyse détaillée de ces directives et de leur lien avec la constitution peut être consultée sur le site d'Attac-France.

Alors nous défendons un non européen, tout comme nous travaillons à la construction d'une véritable citoyenneté européenne, notamment à travers les forum sociaux européens, une citoyenneté ouverte au monde. Et quand je cite l'article I-6 ce n'est pas pour m'émouvoir de la perte de souveraineté des Etats mais pour souligner, contrairement à vos dires, qu'il s'agit bien d'un texte qui gagnera l'autorité d'une Constitution, même si son élaboration n'a rien à voir avec un processus constitutionnel. Je vous renvoie sur ce point à l'analyse qu'a faite Paul Allières que je partage pour l'essentiel ainsi qu'à l'activisme largement reconnu de la Cour de Luxembourg. En revanche, cette perte de souveraineté n'est pas compensée par l'émergence d'une souveraineté européenne, souveraineté au sens d'expression des citoyens européens, de souveraineté populaire, d'expression politique. Même si les pouvoirs du Parlement européen sont augmentés, la partie trois de la constitution (331 articles) vide le Parlement de toute possibilité d'orienter la politique de l'Union qui est déjà, jusque dans le détail et de manière quasi-maniaque, fixée dans un sens ultra-libéral. Nous refusons l'hégémonie du « Tout Marché » : libéralisations et marchandisation généralisées ; hégémonie de la concurrence (et en particulier concurrence entre les Etats au lieu de la coopération) ; monétarisme fondé sur la seule stabilité prix et le capitalisme patrimonial ; orthodoxie budgétaire dans les Etats par le « pacte de stabilité et de croissance » ; contrainte mondiale et

¹ C. Saint-Étienne, Membre du Cercle des Économistes, *Le Figaro*, 8 février 2005.

délocalisations par le libre-échange débridé. Oui, nous refusons le gouvernement par le Marché. La démocratie est à ce prix !

Venons en au texte même d'Alain Lipietz.

Paragraphe 5 texte Alain Lipietz: Marché, services publics, Marché Commun

Le tout dernier (et court) paragraphe est selon nous central. Le problème pour nous n'est pas qu'on « *parle trop de marché (A.L.)* » dans le traité constitutionnel (qui ne « parle » pas mais édicte des règles), comme l'écrit Alain Lipietz à la fin de son texte, mais qu'on constitutionnalise « une économie sociale de marché hautement compétitive » où la « concurrence est libre et non faussée », et qu'on l'organise minutieusement dans la partie trois, dans 331 articles, visiblement honteux, puisque « le petit livre bleu » d'Olivier Duhamel intitulé, La constitution européenne, supprime cette partie III parce qu'elle est trop longue (sic).

Toujours pour le §5, une précision : ce traité n'institue pas un « *Marché Commun* » comme l'écrit A.L (qui supposerait un tarif extérieur commun), mais une zone de libre-échange (III-314).

Enfin pour nous la question des services publics n'est pas un détail qui mériterait une simple note de fin de texte. Contrairement à ce qu'écrit Alain Lipietz, (*« l'article 122 sur les services publics »* A.L) il n'est pas question des services publics dans le texte, il est question des SIEG (Services d'intérêt économique général). Ces SIEG ne sont pas définis dans la constitution. Pour savoir ce qu'ils sont, il faut se reporter à la lecture du Livre Blanc de la Commission, qui prend bien soin de dire que les SIEG ne sont pas des services publics (page 23). Les SIEG doivent respecter la concurrence libre et non faussée (III-166), ils ne peuvent pas recevoir d'aides financières des états (III-167) sauf dérogation qui elle-même devrait respecter les règles de concurrence (III-167) ! Mais, nous explique A.L, l'article III-122 « *introduit du nouveau(AL)* ». Sans doute pense-t-il à l'argument du « oui » consistant à dire que cet article 122 permettrait qu'une loi européenne fixe les principes et les conditions de fonctionnement des SIEG. Or le traité actuel permet déjà le droit positif sur les SIEG comme le montre la réglementation au rabais des SIEG libéralisés (SIEG en réseau notamment) ou le travail avorté sur la directive cadre sur les SIEG pourtant officiellement demandée par le Conseil européen de Barcelone. La Constitution confirme la possibilité d'un droit positif. Rien de plus ! La loi européenne reste à l'initiative stricte de la Commission, qui dans son Livre Blanc sur les services publics prend soin de dire que la directive Bolkestein concerne bien les SIEG (p.11). Quant aux services d'intérêt général non économiques (éducation, services sociaux, etc.) ils ne sont définis nulle part – pas plus que les SIEG d'ailleurs - et ne sont pas mentionnés dans la constitution. Compte tenu du flou qui existe entre les services d'intérêt général non économiques et les SIEG, le fondement juridique des services publics n'est absolument pas assuré par la Constitution.

Nous divergeons effectivement, radicalement, sur la nature du libéralisme économique, sur ses effets, et donc finalement sur l'acceptation d'une loi économique supérieure qui régulerait les sociétés.

Paragraphe 2 texte Alain Lipietz : harmonisation fiscale, taxe Tobin

Concernant la taxe Tobin ou toute autre taxe sur les transactions financiers, leur mise en place sera quasiment impossible et c'est aussi un argument fort pour le non d'Attac. Pour le budget, le Parlement vote les grandes lignes de dépenses, mais il est seulement consulté pour l'adoption de nouvelles recettes qui relèvent d'une décision à l'unanimité du Conseil (I-54-3) : « *Le Conseil statue à l'unanimité, après consultation du Parlement européen* ». Un

tel dispositif, du fait de l'unanimité requise, rend quasiment impossible la création d'un nouvel impôt, de nouvelles taxes, ainsi que l'augmentation significative du budget européen. La mise en œuvre d'une taxe sur les transactions financières est quasiment impossible, et ceci d'autant plus que l'article III-156 indique : « (...) **les restrictions tant aux mouvements des capitaux qu'aux paiements entre les états-membres et entre les états-membres et les pays tiers sont interdites** ». Certes l'article III-157-3 prévoit des « dérogations », interprétées toutefois comme des « reculs » et exigeant l'unanimité du Conseil : « **Par dérogation au §2, seule une loi ou une loi-cadre européenne du Conseil peut établir des mesures qui constituent un recul dans le droit de l'Union en ce qui concerne la libéralisation des mouvements de capitaux à destination ou en provenance de pays tiers. Le conseil statue à l'unanimité, après consultation du Parlement européen** ».

Une taxe Tobin ou des taxes globales seraient interprétées comme une restriction aux mouvements de capitaux et/ou aux paiements entre Etats. Ces contraintes existaient déjà mais elles ne font que se durcir avec l'obligation de l'unanimité à 25 ou plus par la suite.

Concernant la fraude fiscale ou les paradis fiscaux, la conférence inter gouvernementale est en recul par rapport à la Convention sur l'avenir de l'Europe qui avait prévu un article sur les paradis fiscaux. L'article III-158-1, pourrait laisser penser que les états seraient autorisés à prendre des mesures pour « **faire échec aux infractions (...) notamment en matière fiscale** », mais l'alinéa 3 précise bien que cela ne doit gêner en rien la libre circulation des capitaux (référence à III-156). De surcroît, l'alinéa 4 précise qu'en ce domaine le Conseil **statue à l'unanimité** ! Voilà pourquoi, la possibilité ouverte par l'article I-271-1 qui évoque le blanchiment d'argent dans le domaine des infractions, n'a pas grande chance d'aboutir, d'autant que, dernière curiosité : « **Le présent traité ne s'applique aux îles anglo-normandes et à l'île de Man que dans la mesure nécessaire pour assurer l'application du régime prévu pour ces îles (...)** » (IV-440-6-a).

La sortie de l'Ile de Man de la constitution n'a rien à voir avec un désir de Blair d'aller vers une harmonisation fiscale comme le prétend A.L. (« Si Blair a fait mettre l'île de Man hors constitution, c'est qu'il sait bien que, même si l'harmonisation fiscale n'est pas directement plus facile avec le TCE qu'avec le Traité de Nice, elle devient indirectement plus facile du fait que le vote à la majorité devient la règle et l'unanimité l'exception, ce qui renverse le rapport de forces », AL). A.L. sait qu'il est le premier à s'y opposer farouchement !

AL commet une autre erreur concernant le vote à la majorité qualifiée dans le domaine de l'harmonisation fiscale, qui permettrait d'éviter le dumping fiscal. Aucune mesure n'est prévue concernant l'imposition directe qui n'est même pas mentionnée (III-170). Seule est mentionnée la possibilité d'une harmonisation des impositions indirectes, à condition que « **cette harmonisation soit nécessaire pour assurer l'établissement ou le fonctionnement du marché intérieur et éviter les distorsions de concurrence** » (III-171). Dans ce domaine, le conseil statue à l'unanimité (III-171) et non à la majorité qualifiée comme l'affirme A.L. Ainsi, la possibilité d'une harmonisation fiscale est évacuée et les 25 États sont engagés dans une politique de moins-disant fiscal.

Ajoutons également que l'unanimité du Conseil est notamment requise aussi pour les ressources financières et le cadre financier, pour la quasi-totalité de la politique sociale et environnementale.

Paragraphe 3 texte d'Alain Lipietz : les procédures de révision

Concernant les procédures de révision, AL cite l'article 445, qui permet de réviser les politiques de l'Union, à la demande du Parlement, d'un gouvernement ou de la Commission. C'est l'alinéa 1. Il oublie malheureusement de nous donner l'alinéa 2 ainsi formulé : « (...) **Le**

Conseil européen statue à l'unanimité, après consultation du Parlement européen ». Quant à la procédure simplifiée de révision de la constitution, art 444, AL n'est toujours pas allé au bout de l'article : le conseil européen peut adopter une décision européenne à la majorité qualifiée (alinéa 1), mais pour décider de passer à la majorité qualifiée, il faut l'unanimité du Conseil. Alors, il faut plus de 5 mn pour lire la constitution et il faudra plus de 5 mn pour réviser le pacte de stabilité ! (*« Si par exemple, comme la Commission le souhaite, les gouvernements se mettent d'accord sur une réforme du Pacte de Stabilité (...), ils peuvent le faire en 5 mn selon l'article 445 (...). » A.L.*) !

Pour le Pacte de Stabilité, le protocole 10 (qui fait partie de la constitution, art IV-442), « Protocole sur la procédure réglant les déficits excessifs », rappelle les critères de convergence qui sont ceux du Pacte de stabilité et de croissance et reprend les deux critères de Maastricht : **« 3% pour le rapport entre le déficit prévu ou effectif et le produit intérieur brut au prix du marché, 60% pour le rapport entre la dette publique et le produit intérieur brut au prix du Marché »**. Qualifié de « stupide » par Romano Prodi lui-même (Le Monde, 17 octobre 2002) le Pacte, explicitement cité dans les explications (qui n'ont pas valeur constitutionnelle mais qui orientent les décisions) de la Conférence Gouvernementale concernant l'article III-184, est de fait constitutionnalisé : « La Conférence réaffirme son attachement aux dispositions relatives au Pacte de Stabilité et de croissance, qui constituent le cadre dans lequel doit s'effectuer la coordination des politiques budgétaires des États membres ».

Paragraphe 4 texte Alain Lipietz, le rôle du Parlement, de la commission, du Conseil

« Le Parlement européen exerce, conjointement avec le Conseil, les fonctions législative et budgétaire. Il exerce des fonctions de contrôle politique et consultatives conformément aux conditions prévues par la Constitution. Il élit le président de la Commission (...) ». I-20.

L'extension du domaine de la «codécision», qui requiert l'accord du Conseil des ministres et du Parlement européen, renforce le rôle du Parlement. Mais, sur trois points clés, l'avancée reste faible.

Le Parlement n'aura toujours pas l'initiative des lois, monopole de la Commission : I-26-2 : **« Un acte législatif ne peut être adopté que sur proposition de la Commission, sauf dans les cas où la Constitution en dispose autrement »**. Contrairement à ce qu'écrit AL, la commission ne se contente pas de « la mise en forme des projets de lois ».

Dans le domaine budgétaire, il ne se voit attribuer qu'un pouvoir d'amendement sur les dépenses, sans droit au dernier mot (III-404) et sans droit sur des recettes nouvelles.

Enfin, s'il procède à l'élection du président de la Commission, c'est sur la base d'une proposition du Conseil européen (I-27).

«Le Conseil exerce, conjointement avec le Parlement européen, les fonctions législatives et budgétaires(...). Il exerce aussi des fonctions de définition des politiques et de coordination (...). Le Conseil statue à la majorité qualifiée, sauf dans les cas où la Constitution en dispose autrement» (I-23)

Cet exercice conjoint du Conseil et du Parlement est appelé codécision. Le champ de la codécision est étendu à trente-cinq nouveaux domaines, mais le Conseil légifère seul dans vingt et un domaines (lois et lois-cadres européennes, règlements et décisions). C'est notamment le cas pour : les mesures contre les discriminations ; l'extension des droits de la citoyenneté ; la réduction de la liberté de circulation des capitaux ; l'harmonisation des taxes sur le chiffre d'affaires des entreprises ; l'impôt sur les sociétés ; les nouvelles recettes de l'Union ; les mesures sur le marché intérieur ; la sécurité sociale et la protection sociale ;

l'environnement ; l'interdiction des découverts des institutions publiques ; la politique étrangère ; la politique de défense.

Pour ce qui est du droit d'initiative législative citoyenne, nous conseillons au lecteur d'aller lire eux-même **l'article I-47-4**.

Alors je voudrais dire à Alain Lipietz que je ne lui ferai pas l'injure de croire qu'il n'a pas lu le texte, qu'il ne sait pas qu'au nom de la règle de la concurrence libre et non faussée, sur la plupart des questions liés à l'écologie, le Parlement est seulement consulté et les décisions sont prises à l'unanimité du conseil, que le texte promeut une agriculture productiviste qui motive le non de la Confédération Paysanne. Le marché intérieur s'étend aux produits agricoles et à l'agriculture (concurrence libre et non faussée). Le premier objectif de la politique agricole commune est « **d'accroître la productivité de l'agriculture** » (III-227-I). La préservation, la protection et l'amélioration de l'environnement ne font pas partie des objectifs de la politique agricole commune. Et dans le domaine de l'énergie, qui constitue un point central pour qui regarde l'avenir, la politique de l'Union dans le domaine de l'énergie vise à assurer le fonctionnement du marché de l'énergie (III-256).

Et je sais aussi que ces arguments ne devraient pas le surprendre, lui qui pour s'opposer au Traité de Maastricht écrivait en 1992:

"Le vote sur Maastricht doit être bien compris. Ce n'est pas un vote sur l'unification européenne. C'est un vote sur une proposition de constitution pour l'Europe. [...] D'une constitution, on n'attend pas qu'elle fixe les lois et les compromis sociaux dans le détail. [...] Pour les écologistes, les critères pour juger ces "méta-règles" sont les suivants: favorisent-elles une évolution vers une Europe plus écologiquement responsable, plus socialement solidaire, où les pouvoirs seraient mieux contrôlés par les citoyens, et enfin plus solidaire des pays plus pauvres qu'elle? Le traité de Maastricht, qui juridiquement est encore plus fort qu'une constitution, a de tous ces points de vue, le mérite de la clarté, car il va au-delà des "méta-règles": il exprime explicitement la philosophie de la société à laquelle il veut conduire, il fixe déjà des règles et des normes qui normalement devraient faire l'objet de lois à voter ou de politiques à contrôler. Il va au-delà des règles du jeu: il fixe des résultats à obtenir. Le résultat visé, c'est une "économie de marché". Non pas au sens où "il y a du marché", mais le sens de faire reculer ce qui est non marchand [...] Ainsi il est explicitement précisé que les banques centrales ne peuvent financer les déficits publics, qu'il est interdit d'accorder des prêts à taux privilégié aux entreprises ou administrations publiques [...]"

C'est pourquoi je remercie Alain Lipietz de nous permettre un vrai débat contradictoire que nous poursuivrons certainement lors de nos réunions publiques.

CONTRE MAASTRICHT, PARCE QUE POUR L'EUROPE

Le vote sur Maastricht doit être bien compris. Ce n'est pas un vote sur l'unification européenne. C'est un vote sur une proposition de constitution pour l'Europe politique. Constitution appelée à fixer les règles du jeu, ce qu'on pourra voter ou pas, qui le décidera, et cela pour un certain temps (car on ne change pas de constitution comme de chemise). Partisan d'une unité politique de l'Europe, étape vers un monde lui-même mieux

tributé et la liste des coups permis et interdits laisse deviner dans quel sens pourront se dessiner des facilités, où se situeront les blocages. Pour les écologistes, les critères pour juger de ces "méta-règles" sont les suivants : favorisent-elles une évolution vers une Europe plus écologiquement responsable, plus socialement solidaire, où les pouvoirs seront mieux contrôlés par les citoyens, et enfin plus solidaire des pays plus pauvres qu'elle ?

Le résultat visé, c'est "une économie de marché". Non pas au sens où "il y a du marché", mais dans le sens de faire reculer ce qui est non-marchand, tous ces instruments par lesquels les démocraties, depuis 1945, avaient appris à réduire les débordements du jeu aveugle du marché. Ainsi, il est explicitement précisé que les banques centrales ne peuvent financer les déficits publics, qu'il est interdit d'accorder des prêts à taux privilégié aux entreprises ou administrations publiques (comme les offices publics d'HLM), etc... Plus significatif encore est le choix d'une monnaie unique, émise par une Banque centrale "indépendante des instances démocratiques" comme l'étaient les Banques Centrales avant la grande dépression des années 30. Le modèle en est déjà donné par la Banque Fédérale Allemande qui, contre tous les gouvernements d'Europe, y compris celui de M. Kohl, poursuit une politique d'argent cher qui ruine les possibilités d'une transition douce en Allemagne de l'Est. CL aggrave les tensions économiques et sociales dans toute l'Europe.

Ce sont donc tous les fondements des compromis sociaux de type "social-démocrate" qui sont visés. On peut ne pas aimer la social-démocratie, on peut aussi s'étonner qu'une constitution interdise pour l'avenir des législations ou des politiques sociales-démocrates.

Au-delà de ces prescriptions explicites, ce sont les conséquences implicites des mécanismes mis en

Pour Alain Lipietz, la politique actuelle du fait accompli des Etats nous engage dans la construction d'une Europe dirigée par le haut. Le traité de Maastricht représente une perte pour la démocratie.

ordonné, les écologistes doivent se prononcer sur *cette* constitution et non sur l'idée d'une Europe politique. Exactement comme le vote sur la Constitution de la Vème république n'était pas un vote pour ou contre la France, ni sur la République.

D'une constitution, on n'attend pas qu'elle fixe les lois et les compromis sociaux dans le détail. Mais nous savons bien qu'elle n'est pas neutre non plus : une constitution étant donnée, la force des différents acteurs est dis-

Menaces pour la démocratie

Le Traité de Maastricht, qui juridiquement est encore plus fort qu'une constitution, a de tous ces points de vue le mérite de la clarté, car il va au-delà des "méta-règles" : il exprime explicitement la philosophie de la société à laquelle il veut conduire, il fixe déjà des règles et des normes qui normalement devraient faire l'objet de lois à voter ou de politiques à contrôler. Il va au-delà des règles du jeu : il fixe des résultats à obtenir.

place qu'il faut examiner. Là, les textes sont aussi importants par ce qu'ils autorisent que par ce qu'ils entravent, y compris en n'en parlant pas.

Les conséquences écologiques de cet implicite ont immédiatement sauté aux yeux du "ministre de l'environnement" de Bruxelles, Ripa de Meana, qui a condamné Maastricht comme une "*supercherie*". Tout ce qui relevé du "développement soutenable" résilie en effet au régime de l'unanimité des gouvernements. Exemple : la mise en place d'une écotaxe contre l'effet de serre. Il suffit que quelques pays jouent la carte du "dumping écologique" (attirer chez soi les industries polluantes par des règlements laxistes) pour qu'ils bloquent toute avancée sur ce point, même si la majorité des pays européens ou du Parlement européen sont pour... Et comme il est interdit de se protéger contre ce "dumping écologique" d'un partenaire, le résultat est clair : sans qu'il soit besoin de le préciser, il n'y aura pas d'écotaxe et l'Europe ne tiendra pas les engagements signés à Rio...

Robins des Bois à l'envers

Même du côté social, et, non sans cynisme, les économistes partisans de Maastricht l'ont souligné (*CI* Monde* du 17 juillet). Un : la perte de l'autonomie monétaire des nations ne leur laisse que la politique budgétaire pour favoriser la compétitivité de leurs entreprises... en abaissant leur fiscalité. Deux : les "obstacles culturels à la mobilité des travailleurs" les dissuadant de se déplacer d'un pays à l'autre, on pourra donc imposer les travailleurs sans crainte de les voir émigrer vers des paradis fiscaux... Maastricht prolonge ainsi les mécanismes de l'Acte Unique en favorisant les "Robins des bois à l'envers" monétaristes, qui prennent aux pauvres pour donner aux riches.

Mais, dira-t-on, la démocratie n'est pas abolie ? Des élections permettront de sanctionner des gouvernements qui joueraient un tel jeu ? Maastricht a tout prévu. Il fixe les rapports des exécutifs aux législatifs en renforçant la tendance

spontanée (et largement à l'oeuvre) à l'autonomisation des bureaucraties et des exécutifs par rapport aux parlements élus. En fait, la négociation même de Maastricht a fonctionné comme un modèle de vraie grandeur de ce que sera l'Europe de Maastricht : la loi fondamentale (le traité) a été négociée entre les exécutifs nationaux et la technocratie de Bruxelles. Puis chaque gouvernement se retourne vers son peuple ou son Parlement : "c'est à prendre ou à laisser... et si vous laissez, vous cassez l'Europe". Le "droit de codécision" dérisoire accordé au Parlement européen, seule instance supranationale élue par les citoyens de l'Europe, n'est qu'une façon polie de débarrasser enfin les Pouvoirs de ces gêneurs que l'histoire européenne leur avait opposés au long des siècles : les droits des Parlements. Droit de proposition, droit d'amendement... Oh certes ! L'Histoire n'est pas finie, et le Parlement européen saura bien un jour "oser la crise" comme l'ont fait tant d'autres de ses prédécesseurs. Mais nous votons pour une constitution, pas pour un scénario du coup d'état civique...

Une logique d'affrontement Nord-Sud

Quant aux rapports avec le reste du Monde, le Traité, là encore, est explicite. Il ne laisse pas aux hasards de choix démocratiques futurs la détermination de la politique extérieure de la Sécurité commune. Le choix est préfixé, dans l'affrontement Nord-Sud (l'Est faisant maintenant parue du Sud) qui depuis Bagdad et même à Rio, balise l'entrée dans le XXI^{ème} siècle (1) : le bras séculier de l'Union européenne sera l'union d'Europe occidentale, UEO intégrée à l'organisation du traité de l'Atlantique nord. L'OTAN. D'autres structures (comme le CSCE) auraient pu être privilégiées : elles ne le pourront plus (sauf, encore une fois, à rompre le Traité... mais chaque chose en son temps !).

Si donc le OUI l'emporte en France et ailleurs, l'Europe (amputée de son élève le plus sympathique, le Danemark), sera donc une

technocratie en auto-contrôle, à l'abri des changements politiques dans un pays particulier, favorable au capital et au productivisme, alliée des Etats-Unis contre le reste du monde. Tous les modèles existants lui prédisent quatre ans de difficultés économiques et des "*ajustements structurels*" à la latino-américaine pour ses pays du sud (Libération du 28 juillet). On peut donc s'attendre à de très fortes tensions sociales alimentant des courants séparatistes, que les Etats les plus forts réprimeront Dieu sait comment. Mais comme disait Napoléon et Lénine : "*On s'engage et puis on voit...*"

Et si le NON remporte, en France comme au Danemark ? Là, les gouvernements devront se poser des questions. L'Acte unique sera toujours là, la nécessité d'une harmonisation sociale, fiscale et écologique entre les économies en situation de pleine concurrence se fera nécessairement sentir. Le mécanisme de la construction artificielle, entre gouvernements, ayant échoué, il faudra bien recourir au pragmatisme... et à la démocratie.

Le pragmatisme, ce sera sans doute l'unification monétaire à travers une monnaie commune, l'écu, par rapport à laquelle les différents pays, en fonction de leurs propres nécessités internes, choisiront une parité plus ou moins fixe.

La démocratie, ce sera le recours à la voie classique de négociation d'une Loi fondamentale : le Parlement, tout simplement, dans sa fonction constituante. Les grands courants politiques européens se présenteront devant les électeurs en 1994, avec leur propre projet d'Europe à construire. Et les élus des peuples d'Europe, au Parlement européen, discuteront et voteront, publiquement, point par point et sous le regard de leurs électeurs, des grands principes et des règles fondatrices de l'Europe des Citoyens.

Au prix de chamailleries sans nom ? Oui. Comme dans toutes les constitutions. C'est ça la démocratie : le plus mauvais système, à l'exception de tous les autres.

Alain LIPIETZ

(1) Voir mon livre "Berlin, Bagdad, Rio", 1992, Ed. Quai Voltaire.